

ÉDITION SPÉCIALE

Pour que vous sachiez
ce qui se passe
vraiment !

de l'Union Démocratique du centre • www.udc.ch • édition septembre 2019



Le modèle à succès suisse 3

**Interview de l'ancien
conseiller fédéral
Christoph Blocher**



Non au diktat de l'UE 4

**Stoppez les combinards de l'UE
du Palais fédéral !**



Canton de Berne 9 - 20

**Tout ce que vous devez savoir
sur les élections au Conseil
national et au Conseil des Etats**



Pour une Suisse libre et sûre

La sauvegarde de l'indépendance, de la prospérité et de la liberté individuelle, mais aussi de la sécurité exige un combat de tous les jours. Ce n'est que par cet effort constant que nous pouvons conserver notre Suisse belle et unique avec toutes ses valeurs et ses vertus. Il est évident que beaucoup de monde souhaite participer à la prospérité de la Suisse – également l'UE, organisation éminemment centralisatrice. Mais celles et ceux, qui veulent que la Suisse reste la Suisse, se rendent aux urnes le 20 octobre et votent UDC.

Les conséquences de l'immigration de masse incontrôlée – un million de personnes en chiffre net durant les 13 ans écoulés – sont perceptibles tous les jours pour nous autres, citoyennes et citoyens : bouchons sur les routes, requérants d'asile et jeunes migrants traînant dans les rues, souvent ivres et violents, bétonnage des surfaces vertes, hausse des coûts de la santé et du social. Le

manque de respect, voire les menaces de violence à l'égard des agents de police, enseignantes, infirmières, travailleuses sociales et jeunes femmes dans la rue font partie du quotidien. Ce sentiment d'insécurité se nourrit également des craintes pour l'emploi, le salaire et l'avenir des enfants. Pour assurer à notre pays un avenir dans la liberté et la sécurité, il faut renforcer la présence de

l'UDC au Parlement et au Conseil fédéral. C'est dire la grande importance des élections 2019 au Conseil national et au Conseil des Etats. Le slogan «liberté et sécurité» résume parfaitement le programme politique de l'UDC qui vise le renforcement de la Suisse, nation fondée sur la volonté de son peuple. Nous nous engageons pour notre patrie. Nous tenons notre parole et nous

promettons que nous n'accepterons pas la soumission de la Suisse à l'UE. Seule l'UDC s'engage pour la gestion autonome de l'immigration ainsi que pour le renforcement de la classe moyenne laborieuse grâce à des impôts, taxes et redevances modérés et moins de prescriptions. Pour atteindre ces objectifs, l'UDC doit rester le parti de loin le plus fort.



**Werner
Salzmann**

pour le
Conseil des Etats

**Avez-vous des questions
concernant les élections ?**

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019.

**Hotline électorale
gratuite :**

0800 0 1291 0

Nous sommes à votre disposition du lundi au dimanche de 09.00 à 18.00 heures.

**Posez vos questions par
courriel :**
elections@udc.ch

Editorial

A vous de décider !

Le bradage du modèle à succès suisse et de notre patrie vous fait-il du souci ? En avez-vous assez de l'immigration sans limite, des nombreux requérants d'asile qui cherchent uniquement à se faire une vie confortable en Suisse, de la hausse de la criminalité ? Les médias taisent soigneusement ces réalités. Or, la vérité est que l'immigration incontrôlée modifie de manière dramatique notre société. L'intégration de tant d'étrangers n'est plus possible. Les tensions entre immigrants et autochtones augmentent. Les écoles ont du mal à atteindre leurs objectifs de formation, car il y a trop d'enfants de langues étrangères dans les classes. L'UDC veut stopper ce développement nuisible et limiter l'immigration. Tous les autres partis et associations y compris les syndicats veulent faire



Albert Rösti
Président de l'UDC Suisse



**Tout ce que vous devez savoir sur les élections
au Conseil national et au Conseil des Etats
dans le canton de Berne**

page 9 - 20

Suite à la page 2

Editorial

Suite de la page 1

adhérer la Suisse à l'UE et abandonner l'indépendance et l'autodétermination de notre pays – également dans le domaine de l'immigration.

En avez-vous assez de ceux de la Berne fédérale qui de toute manière font ce qu'ils veulent ? Vous avez les moyens de changer cela. Le 20 octobre 2019 vous pouvez avec votre voix faire basculer les rapports de majorité afin que votre volonté dans les questions de la politique européenne et à l'égard des étrangers soit enfin respectée.

Les élections du 20 octobre 2019 constituent un choix fondamental. Les Suissesses et les Suisses décideront de l'avenir de leur pays – non seulement pour les quatre années à venir, mais pour un avenir plus lointain. A vous de décider ! Si vous voulez donner un signal clair et net contre une immigration démesurée, si vous refusez d'enchaîner la Suisse à l'UE, si vous voulez que la Suisse reste un pays autodéterminé, libre et sûr, alors votez UDC le 20 octobre.

Albert Rösti

Albert Rösti,
Président UDC Suisse



Quels sont les principaux défis que la Suisse doit relever dans les années à venir ?

Ueli Maurer: Nous avons vécu une bonne période économique, d'où le risque d'une certaine insouciance. De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. Le même constat vaut pour les régulations. Quand tout va bien, on croit qu'on peut imposer aux entreprises des contraintes administratives et des charges sans cesse nouvelles. Le grand défi consiste à résis-

« De nombreuses personnes semblent croire que nous avons assez d'argent pour répondre à tous les souhaits. »

ter à cette tentation. Si nous gérons de manière responsable l'argent dont nous disposons et si nous cessons de multiplier les prescriptions restreignant les citoyens et les entreprises, alors nous serons sur la bonne voie !

Nos conseillers fédéraux et l'avenir de la Suisse



Guy Parmelin

Chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)

Ancien agriculteur et vigneron

Guy Parmelin: L'économie suisse doit rester compétitive pour assurer la prospérité des citoyennes et des citoyens. Les entreprises de toutes les tailles et de toutes les branches doivent pouvoir se développer librement, donc avec des charges administratives minimales et une liberté entrepreneuriale maximale. Parallèlement, il faut veiller à une bonne formation professionnelle afin de se préparer aux constants changements du marché du travail.



Ueli Maurer

Chef du Département fédéral des finances (DFF)

Ancien administrateur de l'Union des paysans zurichois

Vous avez des contacts avec de nombreuses personnes. Quelles sont leurs principales préoccupations ?

Ueli Maurer: De nombreuses personnes sentent qu'elles perdent lentement et insidieusement leur patrie, qu'elles ne sont plus chez elles dans leur propre pays, que leurs principales convictions sont remises en question. J'entends souvent la remarque suivante : « Mais à Berne on s'en moque ! » Ce sentiment

est une source de frustrations. On se sent ignoré, voire traité de raciste et d'extrémiste de droite. Il faut que nous puissions parler ouvertement des problèmes, faute de quoi la politique perd tout crédit.

Guy Parmelin: Nombre de personnes se plaignent que, malgré les gros efforts qu'elles font dans leur profession, il leur reste de moins en moins d'argent dans leur portefeuille. La croissance relativement faible de la productivité et les charges supplémentaires qui renchérissent la vie

« Les charges supplémentaires qui renchérissent la vie inquiètent les gens. »

inquiètent les gens. C'est à ce niveau que nous devons intervenir en veillant à ce que nos décisions politiques visent avant tout à accroître la qualité de la vie des habitants de ce pays.

Liberté et sécurité au lieu d'égalitarisme et redistribution

par Thomas Aeschi, conseiller national et président du groupe parlementaire UDC

Pour quoi l'Union démocratique du centre s'engage-t-elle ? Pour une Suisse libre et sûre. Pour une Suisse autodéterminée, indépendante et neutre dans un régime de démocratie directe vivante et de fédéralisme. Pour une Suisse dans laquelle chaque citoyen agit sous sa propre responsabilité en rendant le moins possible l'aide de l'Etat. Pour une Suisse classe moyenne traditionnellement forte se rendant tous les jours au travail et éduquant elle-même ses enfants.



Mais que veulent les socialistes et tous les autres partis ? Ils souhaitent un appareil étatique encore plus lourd et plus puissant dont les fonctionnaires – plus de 35'000 au seul niveau fédéral ! – prescrivent aux citoyens comment ils doivent organiser leur vie, un Etat qui doit prélever toujours plus d'impôts, de redevances et de taxes pour financer un budget toujours plus lourd. Ils veulent plus d'égalitarisme et de redistribution – toujours aux frais de la classe moyenne laborieuse qui forme le gros des contribuables.

L'UDC ne veut pas d'un tel Etat. Nous voulons que les générations à venir puissent vivre elles aussi dans une Suisse libre et autodéterminée, dans la paix et dans la prospérité.

L'argent qui reste dans notre porte-monnaie ne cesse de fondre

Voici les conséquences concrètes de l'arnaque fiscale socio-écologiste :



Essence plus chère : plus 12 centimes par litre !

Extrapolée sur une année, cette hausse représente pour un ménage comptant des pendulaires et effectuant 20'000 km/an avec une consommation de 9 l/100 km environ 270 francs

plus 270.– francs



La hausse supplémentaire de la taxe CO₂ sur l'huile de chauffage :

la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé de doubler la taxe écologique par tonne de CO₂ qui passerait à 210 francs, soit de 25 cts actuellement à **54 centimes par litre d'huile de chauffage !** Cela fait pour un ménage habitant dans un appartement locatif de 100 m² et consommant en moyenne 21 l/m²/an un supplément de 1134 francs.

plus 1'134.– francs



Taxe sur les billets d'avion de 30 à 120 francs par vol :

Exemple d'un vol d'avion à Londres pour une famille de 4 personnes:

le prix passe de 400 à 600, voire 800 francs !

plus 400.– francs



Interdiction des chauffages à huile : la commission de l'environnement du Conseil des Etats a décidé d'imposer une réduction massive des émissions de CO₂ aux immeubles existants. Cet objectif ne peut être atteint que par le biais d'une interdiction des chauffages à huile. Les coûts de transformation reportés sur les locataires se montent en moyenne à **1'128 francs !**

plus 1'128.– francs



Coûts supplémentaires par ménage et par an

Liberté et sécurité.

Votez UDC !



www.udc.ch

Impressum:

ÉDITION SPÉCIALE : ÉDITION SPÉCIALE : est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage : 1'072'869 | Edition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général, case postale 3001 Berne, tél. 031 300 58 58, fax 031 300 58 59, info@udc.ch | Conception et graphisme: GOAL SA für Werbung und Public Relations | Crédits photos: iStockphoto, Shutterstock, www.admin.ch, www.parlement.ch, UDC Suisse | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich SA

Attention : cette publication n'est ni une publicité, ni une réclame, mais c'est une information politique. Elle peut donc être distribuée dans chaque boîte aux lettres même en présence d'un autocollant interdisant la publicité. Nous vous remercions de votre compréhension.

Le modèle à succès suisse s'appelle «ouverture au monde et autodétermination»

Accord-cadre UE – libre circulation des personnes – avenir de la Suisse – signification des élections au Conseil national – Greta Thunberg : «Edition Spéciale» s'est entretenue avec Christoph Blocher, ancien conseiller fédéral, au sujet des défis actuels que doit relever la Suisse.

Pourquoi la Suisse se porte-t-elle économiquement mieux que d'autres pays ? Parce que la Suisse bénéficie d'une avance en termes de liberté, de sécurité et de responsabilité individuelle. Son modèle à succès s'appelle ouverture au monde et autodétermination. Voilà pourquoi la Suisse n'est pas membre de l'UE. Or, certaines forces politiques cherchent à miner, voire à détruire ce modèle à succès. Cela m'inquiète.

L'économie ronfle, les gens ont du travail... et vous vous inquiétez de l'avenir de la Suisse ?

C'est dans des périodes prospères que les hommes, les entreprises et les pays préparent leur ruine.

conduit la Suisse dans l'UE. Disons-le tout net : celles et ceux qui veulent signer ce contrat ne l'ont pas lu ou suivent égoïstement leurs propres intérêts financiers et politiques sans égard pour notre pays et le bien-être de ses habitants.

Non seulement les associations économiques, mais aussi les universités et les étudiants sont pour l'accord-cadre.

Oui, je sais. Ces milieux voulaient déjà nous pousser dans l'UE en 1992. Sans dénigrer l'enthousiasme et les visions des jeunes, je constate que l'expérience et le bon sens nous dictent une autre voie. Heureusement que le peuple a refusé l'adhésion à l'UE en 1992.

Le Conseil fédéral affirme que faute de cet accord-cadre nous serions discriminés par l'UE.

Pures sottises. Cela fait trente ans que l'on brandit cette menace. L'UE exporte davantage en Suisse que la Suisse exporte dans l'UE. Il ne viendrait à l'idée de personne de discriminer un aussi bon client.

Ne voyez-vous pas les choses trop en noir ?

Non. Ce traité de soumission donne non seulement à l'UE le droit d'édicter des lois en Suisse, mais en plus il appartiendrait en cas de litige à la Cour de justice de l'UE, donc au tribunal de la partie adverse, de trancher. Nous autres Suisses, nous devrions nous soumettre à du droit et à des juges étrangers. Voulons-nous vraiment que, par exemple, notre politique des transports soit déterminée par l'UE ? Que Bruxelles fixe notre politique agricole ? Ou que l'UE décide que chaque immigrant a droit à la totalité de l'aide sociale suisse ? Faut-il que l'UE décide comment nous organisons nos banques cantonales ? Ou qu'elle décide du niveau de nos impôts ? Combien de milliards serons-nous contraints de verser à Bruxelles ?

« Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas ! »



La Suisse exporte massivement à l'étranger. Ne faut-il pas alors poursuivre la globalisation, s'aligner sur l'UE ?

Nick Hayek, patron du groupe Swatch, l'a dit très clairement : la Suisse n'a certainement pas à s'adapter aux conditions-cadres imposées par l'UE. C'est au contraire l'UE qui doit s'approcher de celles de la Suisse. Il a raison. Nous avons objectivement de meilleures conditions-cadres.

Mais l'accord-cadre ne nous fait pas entrer dans l'UE. Il nous rattache seulement à celle-ci.

L'accord-cadre donne à l'UE le droit d'édicter les lois valables en Suisse – même contre la volonté des citoyens suisses. Les politiciens qui acceptent un tel traité de soumission doivent être tombés bien bas ! Or, à l'exception de l'UDC, tous les partis veulent cet accord.

Les associations économiques et les grands managers veulent aussi signer cet accord.

Oui, malheureusement ! Alors qu'ils savent très bien que cet accord-cadre

La Suisse peut-elle vraiment se soustraire à cette contrainte ?

Bien sûr ! Si la Suisse le veut et exprime clairement sa volonté, les choses sont très simples. La Suisse a surmonté des moments bien plus difficiles dans le passé sans pour autant s'abandonner.

Comment les choses continueraient-elles en Suisse sans cet accord ?

C'est très simple : la Suisse poursuivrait sur la voie qui a fait la preuve de son efficacité : ouverte au monde, mais sans abandonner les piliers de son Etat. Des jours difficiles approchent. L'histoire nous l'a prouvé : c'est en restant fidèle à elle-même que la Suisse surmonte le mieux les difficultés.

L'UDC veut mettre fin à la libre circulation des personnes avec son initiative de limitation. Les adversaires de ce projet affirment qu'il nuit à l'économie.

Le but de cette initiative est de limiter l'immigration excessive que subit la Suisse. La Suisse doit gérer de manière autonome l'immigration sur son territoire, comme l'ont décidé le peuple et



trueuses. Aujourd'hui déjà, la Suisse affiche un taux de chômage plus élevé que l'Allemagne à cause de la libre circulation des personnes et une politique d'asile irresponsable ! Notre bonne situation économique est ébranlée. Voulons-nous attendre que la Suisse sombre dans un chômage de masse ? Non, je crois que nous devons enfin agir. *Mais la Suisse a besoin de spécialistes*

d'habitants. Conséquences parmi d'autres : du stress dû à une densité démographique excessive et le bétonnage des paysages.

Pourquoi est-il si important que l'UDC gagne ces élections ?

Si l'UDC perd, elle aura moins de sièges au Parlement et l'opposition aux décisions insensées prises par la Berne fédérale au détriment de notre liberté et de notre sécurité sera affaiblie. La Berne fédérale pourra alors alourdir encore plus la bureaucratie, augmenter les impôts, taxes et redevances et multiplier les interdictions. En clair : le niveau de vie baissera en Suisse, surtout



les cantons. Manquant totalement de respect pour la volonté du peuple, une classe politique ivre de pouvoir a refusé d'appliquer ce mandat constitutionnel et l'a même inversé. L'UE a jusqu'ici refusé de négocier. C'est là qu'intervient l'initiative de limitation. L'accord de libre circulation des personnes ne doit être résilié que si l'UE refuse d'en négocier les termes. L'économie n'en tire aucun inconvénient. Les professionnels dont les entreprises ont besoin continueront de venir, tout comme les frontaliers. Les milieux économiques n'ont rien à craindre.

En revanche, cette initiative stoppera l'immigration abusive qui provoque du chômage et des charges sociales mons-

étrangers. *Comment régler ce problème sans la libre circulation des personnes ?*

Si on ne trouve pas ces spécialistes en Suisse, on peut les faire venir de l'étranger. Des permis de travail de courte durée continueront d'être accordés. La Suisse a agi de la sorte avec succès entre 1971 et 2007. Puis l'UE lui a imposé la libre circulation des personnes. Le Conseil fédéral a promis que l'immigration ne dépasserait pas 8000 à 10'000 personnes par an. Or, plus de 65'000 par an en chiffres nets sont venus et les charges sociales ont explosé. Le même laxisme régit la politique d'asile. Depuis 2007 la population de la Suisse a augmenté d'un million

pour la classe moyenne.

La Suédoise Greta Thunberg a environ l'âge de vos petits-enfants. Que diriez-vous à cette jeune activiste pour le climat si vous la rencontriez ?

Je dirais : «Bonjour Mademoiselle Thunberg, c'est bien que vous vous engagiez pour un bon climat. Veillons donc tous ensemble à la qualité de l'air et de l'eau, à des sols sains, mais sans pour autant lancer des mesures insensées, excessivement coûteuses, disproportionnées et qui, de surcroît, n'ont aucune efficacité. Le principal résultat de ces mesures est de réduire la liberté et la sécurité des gens et, en plus, de les appauvrir.»

« Voulons-nous que l'UE décide que chaque immigrant a droit à la totalité de l'aide sociale suisse ? »

Christoph Blocher en quelques mots

Naissance: 11 octobre 1940 à Zurich, grandit à Laufen près des chutes du Rhin – **Originaire:** Meilen/ZH et de Schattenhald/BE, citoyen d'honneur de Lü dans le Val Mustair – **Domicilié:** Herrliberg/ZH, marié, 4 enfants, 12 petits-enfants – **Formation:** 2 ans d'apprentissage agricole à Ossingen/ZH, études de droit à Zurich, Montpellier et Paris, doctorat en droit – **Carrière professionnelle:** entrée au service juridique de l'entreprise EMS-Chemie après ses études, président de la direction d'EMS-Chemie (anciennement Emser Werke), reprise de la majorité des actions d'Ems-Chemie Holding SA, président et délégué du conseil d'administration d'EMS-Chemie Holding SA, entrepreneur en médias – **Carrière militaire:** colonel, anc. Cdt Ls Rgt 41 – **Parcours politique:** cofondateur du «Studentenring» de l'Université de Zurich, membre du conseil communal de Meilen, député au Grand Conseil, président de l'UDC du canton de Zurich, conseiller national, président de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN), conseiller fédéral et chef du Département fédéral de justice et police, président du Comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE ; en 2018, démission de tous ses mandats politiques.

Stoppez les combinards de l'UE du Palais fédéral !

par Céline Amaudruz, conseillère nationale et candidate au Conseil national, gestionnaire de fortune

Au jeu du Mikado, le perdant est celui qui fait bouger le premier ses baguettes. Dans la bataille concernant l'accord de rattachement à l'UE, les perdants seraient manifestement ceux qui annoncent la couleur avant les élections fédérales du 20 octobre. Les partis qui acceptent ce diktat de l'UE évitent en tout cas soigneusement ce thème.



Ils préféreraient ne pas du tout en parler. Mais ils sont tous complices : économiques, Union patronale,

PLR, PDC, Verts Libéraux, Verts et PS. Même les syndicats, appâtés par des concessions qui nuisent à la liberté du marché du travail, rejoindront le camp des partisans de l'accord-cadre avant la fin de l'année.

Le modèle à succès suisse est menacé

La Suisse était à l'origine un pays pauvre. Son succès exceptionnel en termes de prospérité, de paix et d'équilibre social s'explique uniquement par les piliers de son Etat qui s'appellent démocratie directe, fédéralisme et neutralité armée. Tout cela serait menacé par l'accord de

rattachement à l'UE. Ce contrat permettrait à l'UE d'imposer ses règles dans les domaines de la libre circulation des personnes, de la politique agricole, des normes industrielles, de l'approvisionnement énergétique et même des axes de transit nord-sud.

Le peuple évincé

Le peuple, actuellement le patron en politique, serait mis à l'écart. Il serait remplacé par le droit UE et le tribunal UE. On tente de nous faire croire que nous pourrions tout de même voter, mais que nous devrions alors accepter les «mesures de compensation» de

Bruxelles. Cela relève du même cynisme que de dire aux automobilistes : «Vous êtes libres de foncer à 180 km/h dans une zone limitée à 30,

et une amende de quelques dizaines de milliers de francs.»

Cette thématique paraît suffisamment importante pour être débattue avant les élections. Mais la coalition du rattachement à l'UE craint la lumière du jour. Elle veut tromper et surprendre le peuple après le 20 octobre.

« La coalition du rattachement à l'UE craint la lumière du jour. »

mais vous devrez simplement accepter les mesures de compensation, soit le retrait définitif du permis de conduire, une peine d'emprisonnement

Ne permettez pas qu'on vous roule dans la farine ! Votez pour des représentants du peuple qui défendent à visage découvert les piliers de notre Etat !

Comme dans un match Suisse-France où la France fixerait les règles du jeu

par Michaël Buffat, conseiller national, directeur de banque

Ledit accord-cadre que l'UE veut imposer à la Suisse n'est pas autre chose qu'un traité de soumission au profit exclusif de Bruxelles. Aucun Etat au monde n'accepterait cela.



tions de plusieurs années est le présent «accord-cadre institutionnel».

L'accord avec l'UE évincé les citoyennes et citoyens suisses

Cet accord marque la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale. Le peuple, les cantons et le Parlement n'auraient plus voix au chapitre dans les principales questions touchant à l'avenir de notre pays. Législateur suprême, le peuple suisse serait privé de son pouvoir dans des domaines essentiels de notre politique économique, sociale et étrangère. La Suisse serait contrainte de reprendre du droit étranger, de reconnaître des juges étrangers et, si son peuple vote autrement que ne le souhaite Bruxelles, l'UE pourrait en toute légalité punir notre pays.

Ce serait comme un match de football Suisse-France où les Français fixeraient les règles du jeu, les modifieraient en cours de rencontre,

« Cet accord marquerait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale. »

eurs suisses. Parmi les 194 pays du monde, je n'en vois pas un seul acceptant un accord aussi «unilatéral», un traité de soumission qui le livrerait pieds et poings liés à une organisation d'Etats.

La Suisse sait depuis 700 ans ce que sont des accords bilatéraux. Le terme bilatéral dit bien ce qu'il veut dire : il s'agit de contrats que concluent deux pays dans l'intérêt mutuel et en se considérant comme deux partenaires égaux en droit. C'est une chose parfaitement normale. La Suisse a conclu plus de 150 accords bilatéraux avec la seule UE.

Mais en 2008 l'UE a fait comprendre clairement à la Suisse qu'elle n'acceptait plus des accords bilatéraux de ce genre. En lieu et place de rapports entre partenaires égaux en droit, Bruxelles exigeait un «cadre» englobant tous les accords passés et futurs ce qui implique que dorénavant la Suisse doit reprendre les modifications imposées par l'UE. L'affaire a été négociée et le résultat des négocia-



Engagez-vous maintenant pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination de la Suisse !

Le comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» mène la bataille contre «l'accord-cadre UE», ce traité de soumission proposé par le Conseil fédéral. Le comité contre l'adhésion insidieuse à l'UE compte de nombreuses personnalités connues de toute la Suisse. Il est présidé par Roger Köppel, conseiller national et éditeur du magazine «Weltwoche». Devenez vous aussi membre en vous inscrivant sur le site www.non-ue.ch ou en remplissant la **formule d'adhésion à la page 8**.

Devenez membre du comité interpartis «NON à l'adhésion insidieuse à l'UE» !

L'accord-cadre – un carcan qu'on veut nous imposer

par Jean-Luc Addor, conseiller national, avocat

L'accord-cadre que le Conseil fédéral a négocié avec l'UE est taillé sur mesure pour la Suisse, affirment ceux qui l'ont négocié. C'est le contraire qui est vrai : cet accord nous étoufferait à tous points de vue.



L'accord-cadre institutionnel avec l'UE que nous présente le Conseil fédéral ne nous va pas. Il n'est absolument pas «taillé sur mesure». Les tailleurs de l'UE n'ont pas pris une

seule fois la mesure de la Suisse. Ce contrat est bien plus un carcan dans lequel on veut nous presser. Il nous impose des réglementations européennes qui ne conviennent ni à notre vie quotidienne, ni à nos valeurs. Il nous impose du droit UE et nous punit si nous décidons autrement. La décision finale appartiendrait aux juges étrangers de la Cour de justice UE. Le tribunal arbitral n'aurait strictement rien à dire.

« L'accord qu'on nous soumet étend massive-ment la libre circulation des personnes. »

Immigration facilitée

L'accord qu'on nous soumet étend massivement la libre circulation des personnes en simplifiant encore plus l'obtention d'un droit de séjour et le regroupement familial. L'immigration de masse augmenterait avec elle la pénurie de logements, le niveau des loyers, l'engorgement

des routes et des trains. Les institutions sociales seraient contraintes d'augmenter les cotisations et de réduire leurs prestations. Le partenariat social traditionnel de la Suisse serait remplacé.

Des milliards à payer

L'interdiction européenne des aides publiques entraverait le développement économique des cantons et des communes. Les systèmes fiscaux cantonaux seraient touchés : l'encouragement d'implantations, les aides économiques et les promotions régionales des cantons ne seraient plus possibles sans l'accord de l'UE. La TVA européenne de 15% au minimum renchérirait notre consom-

mation. Des institutions helvétiques, qui ont fait la preuve de leur efficacité, ne seraient plus admises : usines hydrauliques, fournisseurs de réseaux électriques, assurances cantonales des bâtiments, SUVA, banques cantonales, hôpitaux, mais aussi de nombreuses institutions sportives, culturelles et de loisirs. Et pour couronner le tout, nous serions contraints de payer des milliards de francs pour tous ces inconvénients ! Nous devrions cofinancer les programmes UE actuels et

futurs et, surtout, verser des milliards au fonds de cohésion UE.

Abandonner notre droit de vote

Non, nous refusons ce carcan ! L'accord-cadre menace globalement le succès et l'autodétermination de la Suisse. Il prive les citoyennes et citoyens de leurs droits politiques. Nous ne voulons pas de cela ! Le Conseil fédéral doit refuser catégoriquement cet accord.

Accord institutionnel – rendez-vous compte de ce que l'UE exige vraiment de la Suisse

Tout le monde parle de ce traité appelé accord-cadre UE et, hormis l'UDC, tout le monde le réclame. Mais personnellement, hormis l'UDC, ne veut en parler avant les élections fédérales du 20 octobre. C'est normal, car il suffit de lire le texte de cet accord pour se rendre très vite compte de ce qu'il signifie : la soumission totale de la Suisse à l'UE, la fin de la démocratie directe, de l'indépendance, de la liberté et de l'autodétermination de la Suisse. Le PDC, le PBD, le PLR, les Verts, les Verts Libéraux et le PS sont prêts à brader la Suisse.

Lisez vous-même sur www.non-ue.ch

(Dans le menu du site internet www.non-ue.ch, cliquez sur «accord-cadre commenté»)

Plus d'argent pour l'AVS et moins pour l'étranger

par Marcel Dettling, conseiller national, agriculteur

La confédération dépense toujours plus d'argent pour l'étranger. L'UDC entend changer cela et garantir les rentes AVS des Suissesses et des Suisses. Elle propose de prélever au moins un milliard de francs par année sur les quelque 5 milliards que la Confédération affecte uniquement à l'aide au développement et à l'asile et de transférer ce montant à l'AVS. Idem pour le milliard de cohésion de l'UE qui serait également mieux à sa place dans l'AVS.



Atteignant plus de 50'000 personnes en 2018, soit autant que la population de la ville de Bienne, l'immigration est toujours six fois plus élevée que le Conseil fédéral avait tenté de le faire croire au peuple suisse avant la votation sur la libé-

re circulation des personnes. La préférence nationale exigée par le peuple suisse a été inversée et traduite en une préférence étrangère par l'alliance PLR-PS. Pourtant, le taux de chômage suisse, soit 4,8%, est plus élevé que celui de l'Allemagne.

L'immigration coûte à la Suisse des sommes monstrueuses en termes de contributions sociales, de frais d'intégration et d'infrastructures. Parallèlement, la Confédération dépense une somme énorme – près de 5 milliards de francs par an – pour l'asile et l'aide au développement, soit plus que pour la sécurité nationale et même le double du montant consacré à la production agricole. De surcroît, la Suisse s'appête à faire cadeau à l'UE de plus d'un milliard de francs pour ladite

cohésion. Notre pays dépense de plus en plus d'argent pour l'étranger et pour entretenir les migrants sociaux du monde entier.

Cette politique est inacceptable et doit changer. L'initiative UDC de limitation veille à ce que la Suisse gère enfin elle-même l'immigration conformément à la volonté du peuple. Il s'agit également de fixer de nouvelles priorités pour les dépenses fédérales. Au moins un milliard de francs doit être transféré de l'aide au développement et de l'asile vers l'AVS. En outre, il n'y a pas lieu de verser 1,3 milliard de francs au fonds de cohésion de l'UE. Cet argent doit profiter aux habitants de la Suisse afin de garantir les rentes AVS d'une classe moyenne qui travaille durement.

Le travail doit à nouveau valoir la peine

par Jean-François Rime, conseiller national, entrepreneur et président de l'Union suisse des arts et métiers

Conçue initialement comme un soutien passager pour surmonter des situations d'urgence, l'aide sociale est depuis longtemps devenue un revenu de base sans condition pour certains groupes de la population, notamment les personnes de l'asile. Il s'agit là d'une dérive fatale qui rend le travail peu attrayant et coûte des milliards de francs aux contribuables.



Lorsque la Conférence suisse des institutions d'aide sociale (CSIAS) annonce bruyamment que toute réduction de l'aide sociale est impossible et inhumaine, elle donne dans la pure propagande des travailleurs sociaux. Selon les directives CSIAS, un ménage à une personne doit toucher une contribution

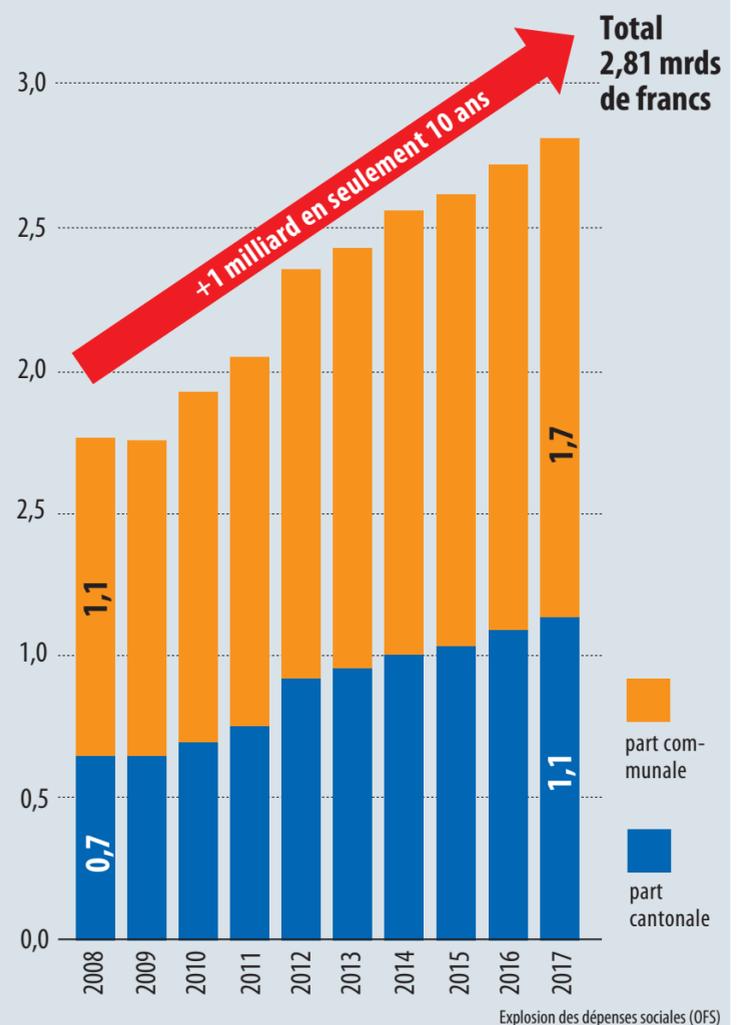
mensuelle de base en liquide de 986 francs. Ce montant est de 2'110 francs pour un ménage de quatre personnes. Les bénéficiaires sont libres de dépenser cet argent comme ils l'entendent.

Contrairement à ce que suggère la CSIAS, cette contribution dite pour les besoins de base n'est pas, beaucoup s'en faut, tout ce que reçoivent les bénéficiaires de l'aide sociale. Une famille de quatre personnes touche de surcroît pour le loyer, les primes d'assurance-maladie (LAMal) et au titre desdites prestations circonstancielles (par exemple, le dentiste, l'hygiène dentaire, la crèche d'enfants, le matériel scolaire, les abonnements aux transports publics, etc.) des contributions d'une valeur dépassant largement 5'000 francs par mois. Tout cela bien entendu hors impôts.

Une personne qui veut entretenir sa famille avec du travail payé doit gagner nettement plus que ce qu'elle recevrait de l'aide sociale sans payer d'impôts. A un revenu inférieur, le travail ne vaut pas la peine. Il est cependant illusoire de penser qu'une personne de formation modeste et sans expérience professionnelle puisse gagner plus de 6'000 francs par mois.

L'Etat ne doit pas dépenser plus d'argent pour l'aide sociale, mais renforcer les incitations poussant les gens à travailler. Les personnes travailleuses et motivées doivent être récompensées alors que les paresseux et les récalcitrants à l'intégration doivent se contenter du minimum. L'aide sociale publique est liée à une obligation générale de travailler.

Explosion des coûts de l'aide sociale en milliards de francs



Moins de masques, plus de sécurité

par Yves Nidegger, conseiller national, avocat



L'initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage» accroît la sécurité publique. Elle fournit une base légale pour s'opposer enfin aux hordes de vandales et casseurs masqués qui sévissent impunément lors de manifestations, sportives notamment, ou dans le contexte des cortèges du 1er mai.

En interdisant le voile intégral, l'initiative veut protéger en outre le droit constitutionnel des femmes à l'égalité et à la liberté. Des femmes et des hommes libres se regardent à visage découvert lorsqu'ils se parlent. Le principe élémentaire de

l'égalité des droits commande de veiller à ce que les femmes comme les hommes montrent leur visage en public. L'interdiction de dissimuler son visage ne porte par ailleurs aucune atteinte à la liberté de sortir dans la rue avec la tenue vestimentaire de son choix. Car cette liberté est soumise au respect de l'ordre public. De même que la nudité intégrale (ne rien cacher de soi) contrevient à l'ordre public, le voile intégral (ne rien montrer de soi) y contrevient tout autant. Cette initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons l'an prochain. Nous comptons sur votre soutien.

Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage



Liberté et sécurité.



www.udc.ch

Votez UDC!





Que veut l'initiative UDC de limitation?

L'initiative de limitation exige une gestion raisonnable et autonome de l'immigration. Elle sera probablement soumise au souverain en mai 2020. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes en 2002, 1,1 million de personnes en chiffres nets ont immigré en Suisse. Et année après année 60'000 à 80'000 étrangers continuent de s'installer dans notre pays.

Les conséquences de ce phénomène sont énormes. Les partisans de la libre circulation des personnes prétendent que l'immigration est d'une importance centrale pour l'économie. Cette affirmation n'est juste que si on considère

l'économie de manière isolée et que l'on ignore délibérément les autres coûts – par exemple au niveau des institutions sociales, de la formation, de la santé ou de la sécurité. Et si on ferme les yeux devant la pression massive que la libre circulation des personnes exerce notamment sur les salariés de plus de 50 ans qui sont facilement remplacés par une main-d'œuvre importée plus jeune et moins chère. Le Conseil fédéral tente de résoudre ce problème par une nouvelle institution sociale appelée «rente pont».

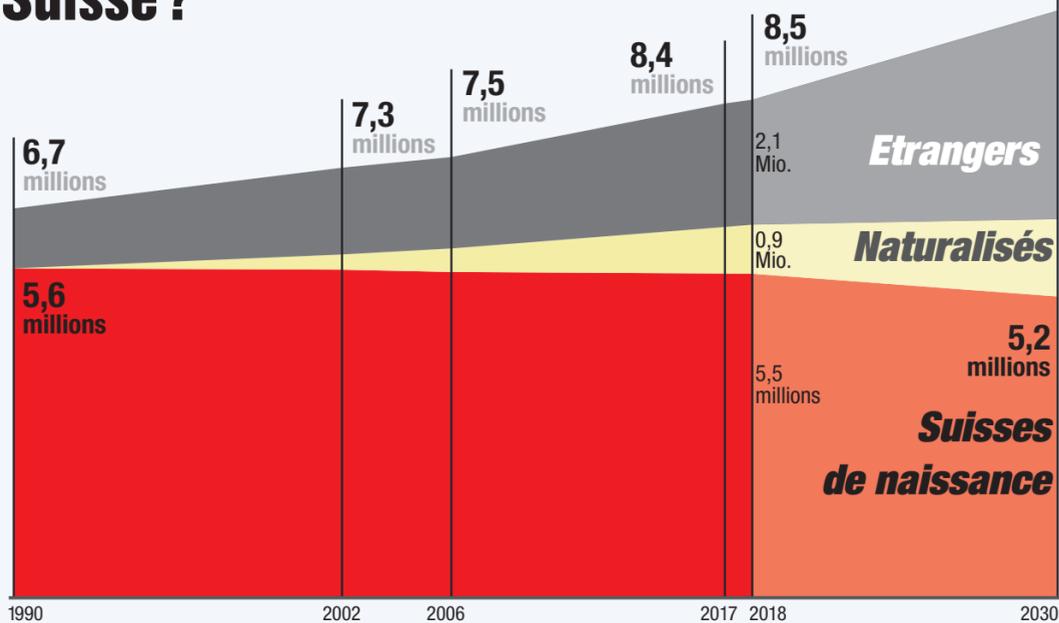
Les besoins de l'économie en professionnels qualifiés peuvent parfaitement être satisfaits de manière unilatérale et

contrôlée par la Suisse, donc sans accord de libre circulation, mais, conformément à la Constitution fédérale, en tenant compte de la situation économique générale et en appliquant la préférence nationale qui protège les salariés âgés.

La position de l'UDC est claire: la Suisse ne peut combattre les conséquences graves et onéreuses de la libre circulation qu'en reprenant en Suisse le contrôle de l'immigration. L'accord de libre circulation l'empêche de le faire. Ce traité conclu avec l'UE donne à 500 millions de citoyens UE le droit d'immigrer en Suisse.

www.initiative-de-limitation.ch

Bientôt 10 millions d'habitants en Suisse ?



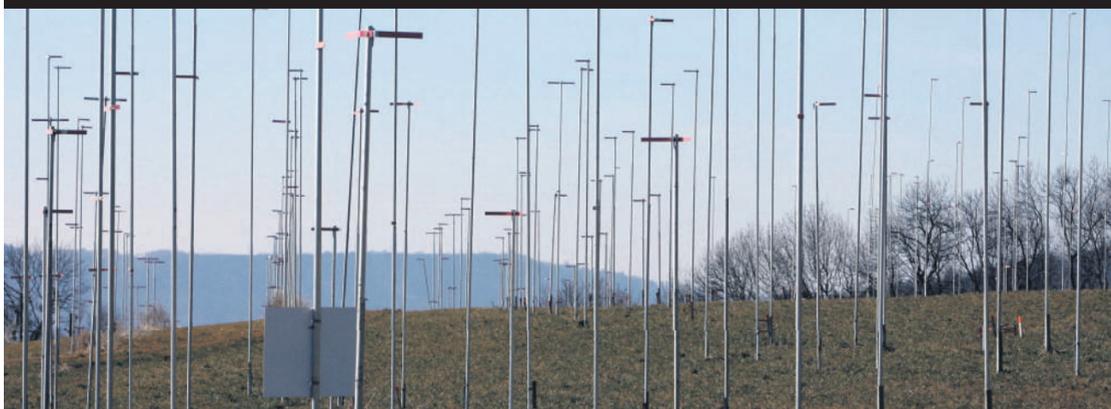
L'immigration croissante provoque une explosion démographique. Source: OFS, développement de la population résidente permanente en Suisse & propres extrapolations. Naturalisations par an cumulées depuis 1990.

Préserver notre environnement – limiter l'immigration

Le résultat de l'immigration de masse incontrôlée: durant les 13 années passées, un million de personnes ont immigré en Suisse. Cette explosion démographique nuit directement à notre environnement et au climat. Ses conséquences sont désastreuses: pendant ces treize années, des espaces verts d'une surface équivalente à 57'000 terrains de football ont été couverts de constructions. En d'autres termes, 407 millions de mètres carrés de nature ont été bétonnés, notamment pour construire 454'000 nou-

veaux logements. Un million d'immigrants signifie aussi 543'000 voitures et 789 autocars de plus sur les routes et 9 milliards de kilomètres supplémentaires parcourus. Avec un million d'habitants de plus, la Suisse consomme au moins 2 milliards de kilowattheures de plus par an, ce qui correspond à la production de 500 grandes éoliennes. Enfin, un million d'immigrants provoque une augmentation de la consommation d'eau de 59 milliards de litres par an.

Arrêtons de bétonner la Suisse !



Opinion

La destruction du modèle à succès suisse ?

Christoffel Brändli commente l'immigration et la politique environnementale

Durant les treize ans écoulés la population de la Suisse a augmenté de plus d'un million d'habitants à cause de l'immigration. Hormis l'UDC, tous les partis politiques souhaitent prolonger cette immigration déterminée par l'UE et imaginent sans inquiétude une Suisse à 10 millions d'habitants.

De toute évidence, les partisans de cette immigration se laissent guider par des intérêts commerciaux à court terme et ferment les yeux devant les conséquences de ce phénomène. Or, la Suisse risque d'y perdre durablement sa prospérité. Pourquoi?

La croissance démographique et les besoins supplémentaires qui en découlent exigent une augmentation de l'espace habitable de 20 à 30%. Cela signifie concrètement le bétonnage des paysages ou, en procédant à des constructions denses, l'émergence de bidonvilles dans nos agglomérations. Aujourd'hui déjà nous assistons à ce développement sans réagir. Vous êtes-vous demandé ce que cela signifie, par exemple, pour la ville de Coire que de devoir mettre à disposition 30% de plus d'espace de logement? Où sont donc les Verts-Libéraux qui récemment encore ont fait de grandes déclarations en faveur de la conservation des surfaces cultivables?

Le besoin en espace habitable n'est pas le seul problème. Un à deux millions d'habitants supplémentaires chargent encore plus nos infrastructures de transport qui ont déjà atteint les limites de leur capacité. Un à deux millions d'habitants supplémentaires signifie au moins 500'000 voitures de plus ou implique une extension excessivement onéreuse des transports publics.

Nos institutions sociales – AVS, aide sociale, assurance-maladie et autres – seront encore plus difficiles à financer. Le seul financement des rentes AVS supplémentaires exige la création de deux à trois millions nouveaux emplois. Une chose totalement impossible à l'ère

de la numérisation. Une Suisse à 10 millions d'habitants consommera aussi beaucoup plus d'énergie. Personne ne sait où on pourra la prendre.

Notre société change elle aussi de manière dramatique. L'intégration des immigrants n'est plus guère possible. Les tensions entre nouveaux arrivants et autochtones augmentent. Les écoles ont de plus en plus de mal à atteindre leurs objectifs de formation en raison de la composition hétérogène des classes. La population autrefois homogène est en train de se disperser en groupes d'habitants qui vivent certes ici, mais qui n'ont plus aucun rapport entre eux.

Comment la politique réagit-elle face à ce développement? On fonde une alliance pour le climat – on ne sait pas très bien ce que cela veut dire – et on tente de détourner l'attention du public des problèmes que pose une immigration totalement démesurée. La grande industrie se montre reconnaissante à l'égard de la politique parce que l'immigration lui permet d'augmenter ses bénéfices.

Il est temps que le peuple suisse s'éveille et qu'il prenne en main son avenir. Il est minuit moins cinq et l'accord-cadre, par lequel la Suisse se soumettra définitivement à l'UE, est proche de son application. Ainsi, la démesure aura atteint l'objectif final: la destruction définitive du modèle à succès suisse qui se fonde sur l'autodétermination, la modestie et la liberté.

Christoffel Brändli était conseiller d'Etat et il a siégé au Conseil des Etats. Il habite à Landquart (GR).

Des questions

- Concernant le matériel électoral ?
- Concernant les élections ?



Hotline électorale gratuite :
0800 0 1291 0

Courriel :
elections@udc.ch

Renseignements gratuits et compétents ici !

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections au Conseil national et au Conseil des Etats 2019. Comment élire correctement ? Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse ?

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end.



Dans un local sombre...



... peu après 21 heures, les fers de lance du parti le plus fort de Suisse se réunissent. La période la plus folle de la vie politique est probablement en train de recommencer ...

Regardez «Campagne électorale – le film» sur

<https://wahlkampfderfilm.ch/fr/>



Grand quiz électoral www.udc.ch/concours Participez et gagnez !



1 Que signifie le projet d'accord-cadre UE pour la Suisse ?

- L'intégration de la Suisse dans l'UE = FA
- La soumission de la Suisse à l'UE = VO



2 Combien d'immigrants en chiffres nets sont venus en Suisse depuis 2007 ?

- environ 100'000 = KE
- environ 1'000'000 = T



3 Qui pouvez-vous appeler gratuitement si vous avez des questions concernant le matériel électoral ?

- Darius Rochebin = NE
- La Hotline électorale gratuite de l'UDC = EZ



4 Quel est le slogan électoral de l'UDC pour les élections du 20 octobre ?

- «Bière gratuite et sécurité» = W
- «Liberté et sécurité» = U



5 A quel niveau passerait la TVA suisse (actuellement 7,7%) en cas d'adhésion à l'UE ?

- A au moins 10% = S
- A au moins 15% = DC



6 Qui a dit : «Cet accord serait la fin et non pas la poursuite de la voie bilatérale» ?

- Thomas Matter, conseiller national = I
- Christa Markwalder, conseillère nationale PLR = F

Liberté et sécurité. La Suisse doit le rester. J'y contribue !

- Je souhaite devenir membre de l'UDC à mon lieu de domicile, resp. dans ma région/mon canton. Je verse une cotisation annuelle et je suis invité aux assemblées et manifestations du parti.
- Je souhaite être informé sur les activités en cours, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Veuillez m'envoyer dès à présent votre lettre d'information gratuite à l'adresse courriel ci-dessous.
- Veuillez m'envoyer gratuitement le programme politique de l'UDC Suisse.
- Je suis prêt à mettre à disposition mon terrain, ma grange, un mur de ma maison pour des affiches de la **campagne UDC au Conseil national**.

Veuillez m'envoyer :

- ___ Affiches A0 pour tous les temps (solide) (A0 = 84,1 cm x 118,9 cm)
- ___ Affiches A2 en papier (A2 = 42 cm x 59,4 cm)

- Je soutiens la **campagne de l'UDC au Conseil national** (les dons peuvent être déduits dans une certaine mesure des impôts cantonaux et communaux).
 - Je fais un don de _____ francs sur le **CCP 30-8828-5** de l'UDC Suisse.
 - Veuillez m'envoyer un bulletin de versement de l'UDC Suisse
- J'accepte que vous utilisiez mon adresse pour la publicité de l'UDC.
- Je souhaite devenir membre du comité interpartis «Non à l'adhésion insidieuse à l'UE» (voir article à la page 5).

Nom/Prénom

Rue

NP/Lieu

Téléphone

Courriel

Signature

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :
UDC Suisse, Secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58, fax 031 300 58 59

Participez au concours en ligne :
www.udc.ch/concours

Enoncé de la solution correcte

1 2 3 4 5 6

Cochez les réponses correctes, écrivez les lettres correspondantes dans la même suite que les questions et renvoyez la solution. Délai de renvoi : 20 octobre 2019

1^{er} au 5^e prix : invitation personnelle au domicile de Christoph Blocher qui vous fera visiter, à vous-même et à la personne qui vous accompagne, sa collection privée de tableaux des peintres Anker et Hodler.

Les gagnants seront informés par écrit fin octobre 2019. Il n'y aura aucune correspondance concernant le concours. Un versement au comptant n'est pas possible. Tout recours judiciaire est exclu.

www.udc.ch



Notre candidat au Conseil des Etats: Werner Salzmann 10

Compétent, engagé, solide: l'homme qu'il nous faut au Conseil des Etats!

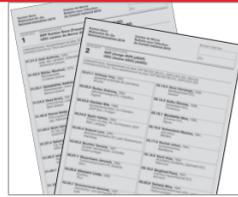
Kompetent, engagiert und führungsstark: Der richtige Mann für den Ständerat!



Notre équipe pour le Conseil national – 48 têtes pour Berne 14

Apprentis, étudiants, agriculteurs, femmes cadres, juristes... l'UDC – une authentique parti populaire!

Lernende, Studenten, Landwirte, Führungsfachfrauen, Juristen... die SVP – eine echte Volkspartei!



Notre but: primes d'assurance maladie abordables 19

Stopper la hausse des primes grâce à la responsabilité individuelle et la transparence des coûts.

Prämienanstieg stoppen durch Eigenverantwortung und Kostentransparenz.



Par souci pour nos enfants

En observant les développements politiques actuels, je m'inquiète beaucoup pour l'avenir de mes enfants et petits-enfants. La prospérité que nos ancêtres ont apportée à notre pays à force de travailler est menacée.



Werner Salzmann, conseiller national et président de l'UDC Canton de Berne, Mülchi

Les années de vaches grasses ont fait oublier les origines de notre prospérité: la volonté à l'effort, le courage, l'esprit d'innovation et la liberté individuelle de tenter quelque chose, de construire quelque chose, de fonder une entreprise et d'en assumer les risques. Il semble qu'il aille de soi aujourd'hui pour la plupart des gens que l'argent soit disponible en suffisance et qu'il ne s'agisse plus que de savoir comment se l'approprier le plus facilement possible et comment redistribuer les richesses. On demande à l'Etat de fixer les principes et de prendre tout le monde en charge. La responsabilité individuelle n'est plus un thème et le rapport coût-utilité des interventions de l'Etat est de toute manière ignoré.

Il s'agit aujourd'hui d'inculquer aux gens dès leur plus jeune âge qu'il n'existe qu'un seul mode de vie correct et que tout le monde doit s'y soumettre, si nécessaire par des feux de signalisation sur les aliments, des systèmes de consommation «intelligents», des centimes pour ceci et cela avec à la clé des petites récompenses du genre vacances supplémentaires ou prise en charge par l'Etat. Des subventions sont versées pour tout et n'importe quoi si bien que tout le monde finit par être branché au goutte-à-goutte de l'Etat. Cette politique conduit droit dans le mur la Suisse telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. Les Suissesses et les Suisses sont placés sous tutelle et dégradés au niveau de robots de l'Etat, seul garant de leur bien-être. Les citoyennes et citoyens sont éduqués de manière à ignorer ce qu'est la responsabilité individuelle et la capacité d'innovation. La question de savoir qui va payer tout cela à l'avenir est écartée du revers de la main sous le prétexte répété à l'envie qu'il y a bien assez d'argent dans la riche Suisse». Or, les caisses se vident à une vitesse effrayante. Où prendra-t-on l'argent demain?

Plus encore que le Conseil national, le Conseil des Etats a évolué ces dernières années dans une direction désastreuse. Comme président de l'UDC du canton de Berne, j'estime qu'il est de mon devoir de veiller à ce que le siège occupé pendant de nombreuses an-



nées par la force politique de droite largement la plus importante du canton, revienne à notre parti. Il n'est pas acceptable que des valeurs comme la liberté, la responsabilité individuelle et le bon sens humain soient absentes de la délégation bernoise. Durant son siècle d'existence, l'UDC a marqué l'histoire du canton de Berne avec ses hauts et ses bas. Elle doit être présente au Conseil des Etats. Nous sommes le parti comptant le plus de membres et nous sommes ancrés dans 230 communes. On est même tenté de dire qu'à chaque fois qu'il existe des partis dans les communes, l'UDC est présente. Bien que dans bon nombre de communes nous soyons même le seul parti, nous ne serions pas au Conseil des Etats? Il est grand temps de changer cela.

Si nous voulons que nos enfants et petits-enfants puissent demain également vivre et travailler dans la prospérité, la liberté et la sécurité, nous devons le manifester avec notre bulletin de vote le 20 octobre prochain et nous rendre aux urnes!

Faire appel au bon sens humain

A chaque session parlementaire à l'Hôtel de ville et au Palais fédéral on assiste à une augmentation du nombre de lois, de réglementations et de contrôles harcelant les citoyennes et les citoyens. Pendant ce temps, les mal-fauteurs peuvent compter sur la mansuétude de la justice. Où donc est resté le bon sens humain?



Madeleine Amstutz, députée et présidente du groupe UDC au Grand Conseil, Sigriswil

En fait, les citoyennes et les citoyens se porteraient fort bien si l'Etat ne se mêlait pas de tout et de n'importe quoi. Quelques exemples? Une personne, qui souhaite s'équiper d'une installation au biogaz pour ne plus dépendre de l'huile de chauffage, risque fort de se heurter à la loi sur l'aménagement du territoire. Si cette même personne veut aider une voisine vivant seule à déménager dans un home pour personnes âgées, elle s'expose à une intervention de l'APEA. Un individu condamné pour pédophilie a de bonnes chances de pouvoir continuer de travailler avec

des enfants. Un homme qui allume une cigarette en plein air pourrait fort bien se trouver à un endroit où cela est interdit. Pendant ce temps, l'Etat commande des études visant à autoriser la consommation de cannabis alors que le peuple suisse s'y est clairement opposé parce qu'il est prouvé que cette drogue peut provoquer de la schizophrénie. Cette liste peut être prolongée à souhait et chaque fois on se demande avec consternation: "Mais où donc est resté le bon sens humain?" La politique actuelle est largement influencée par des études tendancieuses et des pinaillages juridiques. Résultat: les citoyens honnêtes sont de plus en plus serrés pendant que des individus criminels exploitant sans gêne le système ou tirant parti de tous les moyens de recours juridiques qui leur sont offerts gratuitement s'en sortent fort bien. En tant que femme surtout, je me pose la question toute simple: qu'est-ce qui s'oppose à ce qu'on expulse des individus violents qui refusent de s'intégrer? A l'Hôtel de Ville et au Palais fédéral, les politiciens et politiciennes de l'UDC se battent pour que les choses changent. Voter UDC, c'est voter pour le bon sens humain, pour un avenir dans la liberté et la sécurité!

Viv(r)e le bilinguisme pour Berne! Die Zweisprachigkeit lebe(n)!

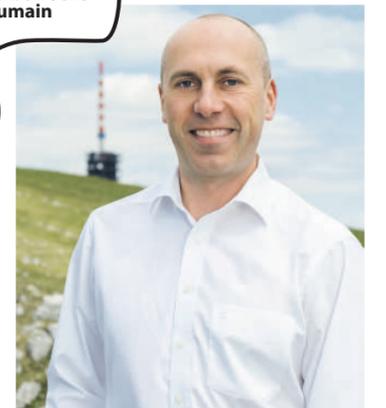
Le bilinguisme est une qualité unique du canton de Berne. En tant que canton pont entre Suisse allemande et romande, il joue un rôle important avec la capitale du pays. Soignons donc cette qualité.

On le sait, les romands du canton de Berne ne sont représentés que par un seul élu au plan fédéral. Or, nous sommes env. 100'000 francophones, soit plus que tout le canton du Jura. Grâce à cette population, Berne est vraiment un canton bilingue. Nous pouvons être fiers de la mise en place d'un statut particulier et d'instruments

politiques uniques en Suisse pour faire vivre ce bilinguisme et rapprocher les deux langues. Le bilinguisme a certes un coût, mais cet argent n'est pas seulement destiné à la cohésion comme dans l'UE, il apporte une vraie plus-value pour le canton et son importance dans le pays. C'est une chance unique et une richesse que nous de-

velopper encore. La force de notre pays provient de cette capacité à tisser des contacts afin d'avancer ensemble. Il est essentiel pour la Suisse que Berne montre l'exemple et renforce autant que possible les liens entre alémaniques et romands. En présentant des candidatures romandes et alémaniques, l'UDC mon-

tre qu'elle est attachée au Jura bernois et au bilinguisme. Die SVP lebt die Zweisprachigkeit, im Alltag und auf ihren Listen. Nous voulons aussi pouvoir dire à l'avenir: Vive le canton de Berne bilingue! Hei mr Sorg zu üsem zwöisprachige Kanton Bärn!



Manfred Bühler, conseiller national et vice-président de l'UDC Canton de Berne, Cortébert





Werner Salzmann – l'homme qu'il nous

Celles et ceux qui connaissent Werner Salzmann savent qu'il est l'homme de la situation au Conseil des Etats. Sa compétence de direction et son sens de la mesure l'ont rapidement fait connaître au Conseil national. Il faut donc que désormais son talent de négociateur contribue à imposer des projets politiques de droite à la Petite Chambre.



Dans sa fonction de président de l'UDC du canton de Berne, Werner Salzmann a prouvé qu'il sait défendre avec conviction et détermination les valeurs suisses qui ont fait leurs preuves. Ses capacités de négociateur avec tous les partis ont ouvert la voie à de nombreuses solutions utiles. C'est à lui que l'on doit le rétablissement de la majorité de droite au Conseil exécutif. Grâce à sa profonde connaissance des dossiers et sa force de persuasion, il a réussi régulièrement à alléger la bureaucratie et à réduire les charges des collectivités publiques.

Avec Werner Salzmann nous avons la chance unique d'élire un candidat hautement qualifié au Conseil des Etats. Il a largement prouvé au Conseil national son engagement complet pour les intérêts de la Suisse et du canton de Berne. Comme président de la Commission de politique de sécurité, il est un défenseur acharné de la liberté et de la sécurité de notre pays. C'est pour les mêmes raisons qu'il est aussi un adversaire convaincu de l'adhésion à l'UE et qu'il saura veiller à ce que l'accord-cadre avec l'UE ne soit pas avalisé sans autre forme de procès au Palais fédéral.

Werner Salzmann ne parle que s'il a quelque chose à dire. Sinon il se tait et écoute. Il a le courage de se battre dans le camp des perdants lorsqu'il est convaincu de la justesse et de l'importance d'un projet. Il doit siéger au Conseil des Etats parce qu'il est l'homme de la situation.

Werner Salzmann

- ▶ Né le 5 novembre 1962, marié, 4 enfants, 2 petits-enfants
- ▶ Agriculteur diplômé, Ingénieur agricole diplômé ES, Expert fiscal, Colonel
- ▶ Membre du conseil d'administration du home pour personnes âgées de Frienisberg
- ▶ Président de l'UDC du canton de Berne
- ▶ Président de l'Association suisse pour l'équipement technique de l'agriculture
- ▶ Président de la Société bernoise de tir sportif
- ▶ Membre du comité de bernsport
- ▶ Président de la Commission de politique de sécurité du Conseil national
- ▶ Ancien membre du comité de la Société des officiers du canton de Berne
- ▶ Loisirs: Chanter, tir sportif



www.werner-salzmann.ch

Solide et fiable dans les sociétés et associations

« Les sociétés et partis effectuent un précieux travail bénévole. Nous devons en prendre soin. »



Compétent dans la profession et au service militaire

« Nos exploitations artisanales et agricoles doivent pouvoir produire au lieu d'être entravées par la bureaucratie. Des bonnes conditions-cadres comprennent aussi des impôts, taxes et redevances modérés. »



faut au Conseil des Etats!



Engagé pour toutes les générations

« Nos enfants et petits-enfants doivent pouvoir compter demain également sur une rente et des services de santé efficaces. »



Grandi dans une ferme du Gurtendörfli près de Berne, je connais aussi bien la ville que la campagne. Il est important à mes yeux que les Bernoises et les Bernois puissent habiter, vivre et travailler en sécurité partout dans notre beau canton.

Pour cela, nous avons besoin de conditions-cadres favorables aux arts et métiers, au tourisme et à l'agriculture, d'une infrastructure efficace avec un approvisionnement suffisant en énergie et en eau, également durant les périodes de sécheresse, mais aussi d'une position ferme face à l'UE et d'une politique rigoureuse dans le domaine de l'asile et à l'égard des étrangers.

Je m'y engage – avant et après les élections – au Conseil national et volontiers aussi au Conseil des Etats.

W. Salzmann

Un grand merci pour
votre voix et votre soutien!

Déterminé dans son engagement pour une Suisse libre et sûre

« Nous devons collaborer sur un pied d'égalité avec tous les Etats du monde. L'adhésion insidieuse à l'UE doit être stoppée. »



Un large comité soutient Werner Salzmann:

Alt Bundesrat Adolf Ogi, Fraubrunnen; Grossrat Ueli Abplanalp, Briezwiller; Nationalrat Andreas Aebi, Alchenstorf; Grossrat Markus Aebi, Hellsau; Grossrätin Verena Aebischer, Riffenmatt; Hans Aeschlimann, Belp; Rosmarie Aeschlimann, Belp; Nationalrat Adrian Amstutz, Sigriswil; Grossrätin Madeleine Amstutz, Sigriswil; Präsident Vereinigung Berner Division Dr. Walter Annasohn, Liebefeld; alt Regierungsrat Dr. Ueli Augsburger, Bern; Grossrat Ueli Augstburger, Gerzensee; alt Grossrat Walter Balmer, Rosshäusern; Grossrat Alfred Bärtschi, Lützelflüh; Hans Peter Baumann, Grindelwald; député Roland Benoit, Corgémont; Peter Bernhard, Utzenstorf; Yolanda Bernhard, Utzenstorf; Sportschützen-Welt- und -Europameister Simon Beyeler, Schwarzenburg; Grossrat Daniel Bichsel, Zollikofen; Dr. Yves Bichsel, Uetendorf; Fritz Bichsel, Wohlen; Marc Bieri, Fraubrunnen; Hans Ulrich Bieri, Oberhofen; Gemeindepräsident Peter Bill, Moosseedorf; Martin Blum, Erlenbach i.S.; Hansuel Born, Utzigen; Grossrat Beat Bösiger, Niederbipp; Sabine Bracher, Kirchberg; Kurt Brudermann, Lyss; Gemeindepräsidentin Jolanda Brunner, Spiez; Gemeinderätin Sonja Bucher, Münchenbuchsee; Andreas Bühler, Thierachern; conseiller national Manfred Bühler, Cortébert; Vize-Gemeinderatspräsidentin Myriam Bühler, Thierachern; Grossrat Urs Buri, Hasle b.B.; Michael Bürki, Riggisberg; Regula Di Nino, Langenthal; Gemeinderat Roberto Di Nino, Langenthal; Hermann Dür, Burgdorf; alt Grossrat Gerhard Fischer, Meiringen; Präsident Berner Vereinigung Schweiz. Kartoffelproduzenten Ruedi Fischer, Bätterkinden; alt Grossrat Fritz Freiburghaus, Rosshäusern; Grossrat Dr. Patrick Freudiger, Langenthal; Jürg Friedrich, Suberg; Fritz Friedli, Erlach; alt Nationalrat Thomas Fuchs, Bern; Simon Fuhrer, Meiringen; Marlène Geiser, Bolligen; Nationalrätin Andrea Geissbühler, Bäriswil; Grossrätin Sabina Geissbühler, Herrenschwanden; Grossrätin Christine Gerber, Detligen; Thomas Gerber, Burgdorf; Grossrat Ueli Gfeller, Schangnau; Gemeinderat Roman Gimmel, Thun; députée Dr. Anne-Caroline Graber, La Neuveville; Rudolf Graf, Aarwangen; alt Grossrat Hans Ulrich Gränicher, Bern; Heinz Gränicher, Wasen i.E.; alt Grossrat Christian Grossniklaus, Beatenberg; Grossrätin Andrea Gschwend-Pieren, Kaltacker; Roland Guazzini, Farnern; Samy Gugger, Heimenschwand; Grossrat Lars Guggisberg, Kirchwindach; alt Grossrat Rudolf Guggisberg; Kirchwindach; Gemeinderätin Miriam Gurtner, Konolfingen; Rita Gygax, Hinterkappelen; alt Nationalrat Fritz Hari, Reichenbach; Korpskommandant aD und ehem. Generalstabschef Heinz Häsler, Gsteigwil; Benz Hauswirth, Utzigen; Grossrätin Annegret Hebeisen, Münchenbuchsee; Nationalrat Erich Hess, Bern; Grossrat Stefan Hofer, Bern; alt Grossrat Franz Huber, Kirchberg; Res Hubler, Bätterkinden; Martin Hulliger, Worb; Paul Hunziker, Seftigen; alt Grossrat Fritz Hurni, Gurbrü; Samuel Isch, Etselkofen; Urs Isch, Etselkofen; Grossrat Jürg Iseli, Zwieselberg; Gemeinderat Peter Iseli, Mülchi; Ulrich Iseli, Madiswil; Ulrich Jäggi, Melchnau; Grossrätin Barbara Josi, Wimmis; Niklaus Jufer, Aefligen; Daniel Kämpfer, Herzogenbuchsee; député Etienne Klopfenstein, Corgémont; alt Grossrätin Susanna Knecht, Spiez; Grossrat Thomas Knutti, Weissenburg; Urs Köchli, Lyss; Hans König, Häusernmoos; Grossrat Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg; alt Grossrätin Bethli Küng, Saanen; Jörg Kurt, Zollikofen; Grossrat Dr. Raphael Lanz, Thun; Grossrat Samuel Leuenberger, Bannwil; Annemarie Liechti-Tschanz, Utzenstorf; Urs Liechti-Tschanz, Utzenstorf; Alfred Lüthi, Kirchberg; Hanspeter Lüthi, Oberburg; Adrian Peter Mäder, Innertkirchen; Christoph Marti, Fraubrunnen; Gemeindepräsident Jürg Marti, Steffisburg; Grossrat Willy Marti, Kallnach; Adrian Messer, Zauggenried; Grossrat Andreas Michel, Schattenhalb; Gemeinderätin Helena Morgenthaler, Langenthal; Grossrat Werner Moser, Landiswil; Bruno Müller, Fraubrunnen; Grossrat Mathias Müller, Orvin; Nationalrätin Nadja Pieren, Heimiswil; Meia Neuenschwander, Mülchi; Regierungsrat Christoph Neuhaus, Kaufdorf; Peter Nydegger, Orpund; Marianne Nyffenegger, Kirchberg; Käthi Oswald, Kirchberg; Vizegemeindepräsidentin Dr. Aliki Panayides, Ostermundigen; Divisionär aD und ehem. Chef Nachrichtendienst Peter Regli, Utzigen; Fred Rentsch, Utzigen; Max Riesen, Worb; Beat Roth, Wattenwil; Johann Ulrich Rothenbühler, Riedwil; Willy Rothenbühler, Blumenstein; Nationalrat Dr. Albert Rösti, Uetendorf; alt Grossrat Hans Rösti, Kandersteg; Grossrat und Präsident Berner Bauernverband Hans Jörg Rüegsegger, Riggisberg; Jakob Rüegsegger, Heimenschwand; Martin Ruoff, Seftigen; Ursula Ruoff, Seftigen; alt Grossrat Hansueli Salzmann, Oberburg; Franziska Salzmann, Utzigen; Grossrat Peter Salzmann, Mülchi; Urs Salzmann, Utzigen; Samuel Santschi, Lyss; Grossrat Walter Schilt, Utzigen; Grossrat Carlo Schlatter, Thun; Grossrat Martin Schlup, Schüpfen; Gemeindepräsident Peter Schmid, Wimmis; conseiller d'Etat Pierre Alain Schnegg, Champoz; alt Grossrat Donat Schneider, Diessbach b. Büren; Ueli Schneider, Obersteckholz; Grossrätin Sandra Schneider, Biel; alt Grossrat Beat Schori, Bern; Grossrat Andreas Schüpach, Huttwil; alt Grossrat Hans-Rudolf Schweizer, Utzigen; Schwingerkönig 2013 Matthias Sempach, Entlebuch; alt Nationalratspräsident Hanspeter Seiler, Sigriswil; Grossrätin Anne Speiser, Zweisimmen; Markus Steiner, Fraubrunnen; Andres Streit, Oberbalm; alt Grossrätin Béatrice Struchen, Epsach; Kurt Studer, Lyssach; Susi Studer, Lyssach; Grossrat Walter Sutter, Langnau i.E.; député Marc Tobler, Moutier; Peter Tschantré, Worben; OK-Präsident Eidg. Hornusserfest 2015 Peter Vögeli, Limpach; Nationalrat Erich von Siebenthal, Gstaad; alt Grossrätin Käthi Wälchli, Obersteckholz; Martin Wälti, Worb; Grossrat Ernst Wandfluh, Kandergrund; alt Nationalrat Hansruedi Wandfluh, Frutigen; René Weber, Schwarzhäusern; Divisionär René Wellinger, Kallnach; alt Nationalrat Hermann Weyeneth, Jegenstorf; Fred Witschi, Münchenbuchsee; Grossrat Fritz Wyss, Wengi; Petra Wyss, Aarberg; Grossrat Kurt Zimmermann, Frutigen; alt Grossrat Bernhard Zumbrunn, Unterbach; Jürg Zumstein, Höfen; Annerös Zürcher, Bleienbach; Samuel Zürcher, Bleienbach et de nombreuses autres personnalités.



L'UDC ménage l'environnement –

Ce n'est pas un hasard si un conseiller fédéral UDC, en l'occurrence Adolf Ogi, a frappé un grand coup médiatique en expliquant comment économiser l'énergie en cuisant des œufs. La protection de l'environnement a toujours été une préoccupation de l'UDC.



«Au lieu de crier constamment à l'état d'urgence climatique et tirer l'argent des poches des contribuables pour financer des grandes déclarations d'intention internationales, nous devons prendre des mesures contre les conséquences concrètes du changement climatique, par exemple en stabilisant les pentes raides et en assurant l'approvisionnement en eau.»

Albert Rösti, conseiller national et président de l'UDC CH, Uetendorf



Il suffit de feuilleter les anciens programmes politiques de l'UDC bernoise pour trouver partout des propositions écologiques qui vont de l'approvisionnement énergétique avec du biogaz à la protection des surfaces d'assolement, en passant par l'élimination des déchets. Le sol et l'eau sont les bases existentielles des familles paysannes et garantissent la sécurité alimentaire de la population. C'est dire que la sauvegarde de notre beau pays est une des grandes priorités de notre parti. L'UDC du canton de Berne refuse cependant de harceler la population avec des interdictions et taxes sans cesse nouvelles. Elle préfère assurer l'avenir des générations à venir par des idées novatrices, le progrès technique et un comportement attentif de tous les jours.

Agir au lieu de bavarder

Au lieu de se lamenter bruyamment à propos de la nourriture jetée à la poubelle et des déchets plastiques, l'UDC préfère agir. Pour les membres de l'UDC, il est évident qu'on ne laisse pas traîner des déchets et qu'on ne jette pas de la nourriture. Une affaire de bon sens humain, justement. Même constat pour l'achat d'une voiture: à la campagne, on donnera la préférence à un moteur diesel, plus économique sur les longues distances, alors que les véhicules électriques ne sont justifiées que s'ils sont petits, car les batteries posent de gros problèmes écologiques à la fabrication et à l'élimination.

Développement décentralisé au lieu de bouchons et de stress dû à la promiscuité

L'UDC s'est toujours battue contre une immigration illimitée et contre la centralisation croissante. A juste titre comme il s'avère aujourd'hui alors que nous sommes confrontés aux bouchons quotidiens, au dépeuplement des campagnes et au bétonnage des paysages pour loger les nouveaux arrivants. L'UDC ne veut pas d'une Suisse à 12 millions d'habitants. Elle exige une utilisation moderne des friches industrielles et une réaffectation intelligente des bâtiments en zone agricole au lieu d'une concentration des emplois dans les villes qui augmente les flots de pendulaires.

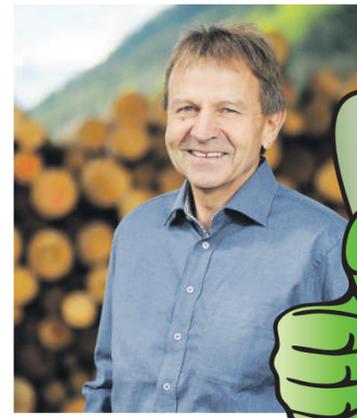
Se préparer au changement climatique

Au lieu de crier constamment à l'état d'urgence climatique, il vaut mieux se préparer aux effets du changement climatique pour garantir la sécurité de la population et la production agricole. La Suisse est un des rares pays industrialisés à respecter les objectifs climatiques internationaux. La multiplication des taxes environnementales et les interdictions de certaines technologies ne sont que les exercices alibis. Il est bien plus important de s'armer contre les effets du changement climatique: prévenir des glissements de terrain, développer des méthodes d'irrigation intelligentes, mais aussi adapter la production agricole aux étés plus secs.

Diversifier l'approvisionnement énergétique au lieu d'interdire de réfléchir

La sévérité croissante des prescriptions sur l'environnement n'accroît pas la production énergétique indigène,

mais bien les importations d'électricité, notamment en provenance de centrales au charbon. Cela n'empêche pas les milieux socio-écologistes de combattre des projets raisonnables comme des installations éoliennes ou le relèvement du barrage du Grimsel. L'UDC s'engage pour une production énergétique nationale diversifiée. Ce sont des agriculteurs UDC qui produisent de l'électricité d'origine renouvelable grâce aux installations solaires sur le toit et le biogaz – dans la mesure où la bureaucratie ne les en empêche pas. Sécurité de l'approvisionnement grâce à l'innovation, à l'économie et à l'indépendance tout en protégeant l'environnement, voilà la devise. La production énergétique doit comprendre la force hydraulique, le solaire, la biomasse, l'énergie éolienne, mais aussi la force nucléaire en exploitant le progrès technique. Cette ouverture d'esprit est plus utile à la Suisse en tant que place industrielle et scientifique que des interdictions idéologiques de réfléchir à de nouvelles solutions.



«Le changement climatique est un important défi à relever par l'agriculture de montagne. Nous devons nous y préparer tout en saisissant des chances nouvelles.»

Erich von Siebenthal, conseiller national, Gstaad



Pour la force économique du canton de Berne

La société Ypsomed a annoncé fin avril 2019 qu'elle allait transférer plus de 100 places de travail de Berthoud dans le canton de Soleure qui est fiscalement plus avantageux. Cette affaire rappelle douloureusement combien il est urgent que Berne revoie son mode d'imposition des entreprises. Notre canton perd constamment du terrain. Les impôts sur les personnes physiques doivent eux aussi être revus à la baisse.

«Nous devons nous préparer à un ralentissement conjoncturel, aussi bien dans les entreprises qu'au niveau du canton.»

Beat Bösiger, député et chef d'entreprise, Niederbipp



s'offrir plus de luxe que d'autres cantons et qu'il n'a pas besoin de jouer les premiers de classe. On peut citer à titre d'exemple des standards excessivement élevés dans le domaine de la construction ou encore le soutien financier accordé aux écoles de jour alors que d'autres cantons payeurs au niveau de la péréquation financière renoncent à de telles subventions.

Il faut accroître la marge permettant d'envisager des baisses d'impôts afin de réduire la charge fiscale grevant les Bernoises et les Bernois ainsi que les entreprises pour éviter que ces derni-

ères soient incitées à déménager dans d'autres cantons. Une réduction des impôts ne profite pas seulement aux «riches» ou aux «sociétés multinationales», mais tous les habitants du canton en profitent, car il leur reste ainsi plus d'argent pour vivre.

Développement économique dynamique

Un développement économique dynamique est la condition essentielle à l'attractivité du canton et à des finances cantonales saines. L'autorité cantonale peut y contribuer grâce à une administration svelte, axée sur les

services et accomplissant les tâches publiques de manière efficace. Elle doit à cet effet mettre en place une stratégie fiscale qui mérite ce nom et une stratégie économique qui offre de bonnes conditions en termes d'espace et d'administration à l'implantation d'entreprises, de la plus petite jusqu'aux grands groupes internationaux. Un premier pas important dans cette direction serait la réduction d'une bureaucratie omniprésente et imposant de plus en plus de prescriptions. C'est pour cela que nous nous engageons, à tous les niveaux et dans tous les parlements.

«Les petites et moyennes entreprises sont l'épine dorsale de l'économie bernoise. Elles doivent pouvoir s'occuper de leurs affaires au lieu de se battre contre une bureaucratie toujours plus exigeante.»

Nadja Günthör, Erlach



«En chassant les contribuables vers d'autres régions à cause de ses impôts élevés, le canton de Berne réduit ses recettes et augmente le flot des pendulaires. Il est grand temps de stopper ce développement.»

Eveline Küng, Belp



La multiplication des comptes annuels positifs indique clairement qu'une baisse des impôts serait possible. Il est évident aussi que, faute des programmes d'économies appliqués jusqu'ici, le canton de Berne glisserait rapidement dans les chiffres rouges. Il s'agit donc de maintenir ce cap pour équilibrer durablement le compte cantonal, réduire la dette et s'armer en vue d'une éventuelle baisse de la conjoncture. Nous ne songeons cependant pas aux «fausses économies», donc au simple report de tâches du canton aux communes, mais à une réduction effective de la hausse des dépenses. Il faut à cet effet avoir le courage de renoncer à certaines tâches en comprenant bien que le canton de Berne ne doit pas

depuis toujours !

Ecologie concrète:

Le village aux oiseaux d'Andreas Aebi

Le projet «Village d'oiseaux Alchenstorf» soutient la biodiversité, notamment à l'exemple de quelques espèces d'oiseaux sélectionnées, dans les régions agricoles, mais aussi dans les zones d'habitation. Des nouveaux concepts de financement sont à l'étude pour pouvoir financer des projets de ce type indépendamment des subventions fédérales.

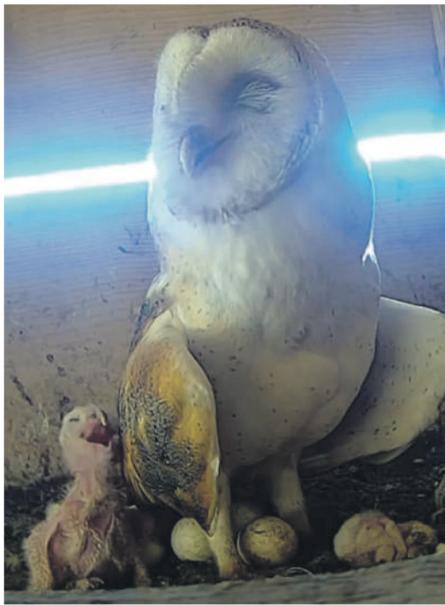


« La politique détermine notre vie quotidienne, consciemment ou inconsciemment. Chacun peut apporter une contribution personnelle à la Suisse de demain. »

Andreas Aebi, conseiller national, Alchenstorf

Sans s'en vanter alentours, le conseiller national Andreas Aebi réalise un projet écologique exceptionnel: chaque année sa ferme accueille quelque 150 couples d'hirondelles de fenêtre et six couples d'hirondelles rustiques pour qu'elles puissent élever leur progéniture en toute sécurité. Il collabore à cet effet avec la société ornithologique de Wasen i. E. De plus, un nichoir a été installé dans lequel un couple de chou-

ettes effraies élève ses petits. Voilà la protection de la nature à la mode UDC: sans agitation, concrète et avec des résultats chiffrables. En 2019, six jeunes chouettes effraies sont déjà écloses. On peut les observer en direct grâce à une mini-caméra installée près du nid. Intéressé à jeter un coup d'œil? Alors tapez le code QR ci-contre ou www.aebi-andreas.ch pour accéder à la caméra!



Du solide au lieu de châteaux en Espagne

Le débat du Grand Conseil sur la déclaration pour le climat a confirmé une fois de plus que la majorité des partis misent sur des illusions idéologiques au lieu de soutenir des solutions concrètes.

Voilà qui explique pourquoi toutes les propositions complémentaires de l'UDC ont été rejetées. Mais l'UDC reste vigilante! Elle déposera une nouvelle fois ces propositions afin que cet-

te politique symbolique et ce vain actionnisme soient enfin remplacés par des solutions authentiques de durabilité et de protection de l'environnement.



« Appellons les communes, les entreprises et les particuliers à faire leurs achats en Suisse, à consommer des produits suisses et à tenir compte dans la mesure du possible des fournisseurs régionaux lors de mises au concours. »

Lars Guggisberg, député, Kirchlintach



« Il faudra des mesures visant à réduire les obstacles régulateurs et législatifs à l'encouragement des énergies renouvelables, notamment en faveur de la construction de nouvelles installations hydrauliques, éoliennes et solaires. »

Samuel Krähenbühl, député, Unterlangenegg



« Il faudra reconnaître le fait qu'une gestion autonome de l'immigration conformément à la Constitution fédérale contribue à une exploitation durable et économe des ressources naturelles. »

Thomas Knutti, député, Weissenburg

Des solutions raisonnables pour renforcer l'espace rural bernois

L'espace rural est une des grandes qualités du canton de Berne et contribue à sa diversité. Il est principalement marqué par l'agriculture. Or, cette dernière est de plus en plus sous pression à cause de la multiplication des prescriptions, des attentes élevées des contribuables, de la concurrence étrangère et des initiatives extrêmes.



« Acheter des denrées alimentaires régionales et saisonnières est un mode de consommation durable. Les produits de qualité suisses ont non seulement un prix, mais aussi une valeur. »

Hans Jörg Rüeggsegger, député et président de l'Union des paysans bernois, Riggisberg

les aliments, souveraineté alimentaire, Fair Food, vaches à cornes). Les initiatives sur l'eau potable et contre les pesticides suivront. A cela s'ajoutent les attaques indifférenciées des médias qui ne comprennent pas que l'agriculture ne produit pas seulement des denrées alimentaires indispensables, mais aussi de nombreuses prestations écologiques.

Agir intelligemment au bon endroit

L'UDC soutient l'agriculture. Elle l'a toujours fait. Aussi, l'UDC mise-t-elle sur les produits et prestations de qualité des familles paysannes bernoises. Qu'il s'agisse de production bio ou IP Suisse, les denrées alimentaires régionales sont durables; elles n'ont pas seulement un prix, mais aussi une valeur. Leur production doit donc être équitablement indemnisée afin qu'il reste un peu d'argent pour vivre aux familles paysannes qui travaillent dur et qui doivent s'imposer face à des denrées étrangères produites en masse et souvent dans des conditions contestables. Non extensibles et même diminuant, les surfaces fertiles doivent être exploitées de manière ciblée pour la sécurité alimentaire et la biodiversité. Le bon sens humain commande

d'agir intelligemment au bon endroit. Cela signifie concrètement: acheter des denrées alimentaires locales et saisonnières, encourager des réaffectations de zones, développer les agglomérations vers l'intérieur, adapter les prescriptions afin de faciliter le développement d'activités annexes et la production électrique solaire et au biogaz.

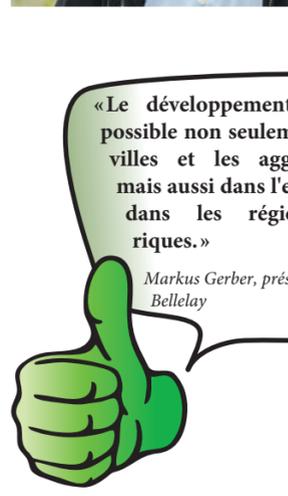
Permettre un développement décentralisé

Tout le canton profite finalement d'un espace rural fort. Ce serait une erreur que de le négliger. L'aménagement du territoire doit être corrigé de manière à permettre un développement mesuré non seulement des villes et des agglomérations, mais aussi des zones rurales. La marge de manœuvre qu'offre la législation doit être exploitée de manière optimale et souple pour encourager un développement utile. Les zones d'activités doivent être délimitées au niveau intercommunal. Il faut permettre la réaffectation d'immeubles existants et bien desservis et simplifier et accélérer les procédures d'autorisation à cet effet. Le canton de Berne ne progresse que si l'économie et l'agriculture peuvent se développer également au niveau local.



« L'agriculture productive doit avoir un avenir et la politique agricole doit s'y adapter. Dans nos collines herbagères, il n'y a rien de plus durable et de plus écologique qu'une vache qui broute de l'herbe. »

Alfred Bärtschi, député, Lützelflüh-Goldbach



« Le développement doit être possible non seulement dans les villes et les agglomérations, mais aussi dans l'espace rural et dans les régions périphériques. »

Markus Gerber, président de commune, Bellelay

Durant la seule année 2016, le souverain a voté sur quatre initiatives et un contreprojet (non à la spéculation sur



Des têtes expérimentées au



Andreas Aebi 01.01.5
www.aebi-andreas.ch

agriculteur avec diplôme fédéral / chef d'entreprise 1958 | marié | 3 enfants | Alchenstorf
membre de la CPE et de la délégation OCDE; prés. Communauté de travail des éleveurs suisses de bovins; prés. UDC Emmental



Manfred Bühler 01.02.3
www.manfredbuehler.ch

avocat / président de commune 1979 | Cortébert
prés. Commission Motocross FMS; coprés. Comité EU-NON Romandie; comité Fédération immobilière du canton de Berne; conseil de surveillance de la caisse de compensation du ct. de BE; vice-prés. UDC BE



Andrea Geissbühler 01.03.1
www.andreaeissbuehler.ch

anc. jardinière d'enfants / agente de police, pédagogue équestre 1976 | mariée | 3 enfants | Bärswil
commission des affaires juridiques; prés. ass. faitière Abstinence Drogues Suisse; ASIN; Pro Libertate; Société des femmes rurales de Hindelbank



Erich Hess 01.04.0
www.erichhess.ch

chef d'entreprise et administrateur / chauffeur de poids lourd 1981 | Berne
membre CdG Conseil national; vice-prés. Service de transport des Samaritains Berne-Bienne-Thoune; membre: ASTAG, Fédération immobilière, ass. PME, commerce et industrie Berne, ASIN, Oui à la Suisse – Non à l'adhésion à l'UE



Nadja Pieren 01.05.8
www.nadja-pieren.ch

experte en conduite organisationnelle avec diplôme fédéral, éducatrice diplômée / chef d'exploitation / propriétaire d'une crèche d'enfants 1980 | Heimiswil
prés. Association des maraîchers (GVBF); prés. Union professionnelle de la viande (FFV Berne); conseil d'administration Radio Neo 1; membre de la direction du parti UDC CH



Beat Bösiger 01.11.2
www.boesiger-gemuese.ch

maraîcher / chef d'entreprise / député 1970 | marié | 2 enfants | Niederbipp
direction UDC BE; comité Union maraîchère suisse et maraîchers BE/FR/SO; grand comité de l'Union des paysans bernois



Markus Gerber 01.12.1
www.gerbermarkus.ch

agriculteur / chef d'exploitation / président de commune 1972 | marié | 3 enfants | Bellelay
prés. Swissherdbook Zollikofen; prés. CA Suisselab SA Zollikofen; membre CA Qualitas SA Zoug; prés. CO Fête de la Tête de Moine Bellelay



Lars Guggisberg 01.13.9
www.larsguggisberg.ch

administrateur / avocat / député 1977 | marié | 2 enfants | Kirchlindach
prés. Commission des transports & vice-prés. section TCS Berne; direction NMS Berne; comité Association Spitex BE, ASTAG, Union des arts et métiers Kirchlindach-Meikirch; prés. UDC Berne-Mittelland



Nadja Günthör 01.14.7
www.nadja-guenthoer.ch

gestionnaire assistante en communication, coach personnel 1965 | mariée | Erlach
membre du comité CI Region Erlach; membre du comité section UDC Jolimont



Stefan Hofer 01.15.5

pilote / chef d'entreprise / député 1975 | 3 enfants | Berne
membre Commission de la santé et des affaires sociales BE; vice-prés. UDC ville de Berne

Kanton Bern
Wahlzettel für die
Nationalratswahlen 2019

Canton de Berne
Bulletin pour l'élection
du Conseil national 2019

Liste Nr./Liste N° 1
Partei/Partei (Parti)
SVP Kanton Bern (Frauen und Männer) (SVP BE)
UDC canton de Berne (femmes et hommes) (UDC BE)

Listenverbindung / Apparementement de listes: SVP BE/UDC BE (01), JSVP/JUDC (02), GEN (29)
Unterlistenverbindung / Sous-apparementement de listes: SVP BE/UDC BE (01), JSVP/JUDC (02)

01.01.5 Aebi Andreas , 1958, eidg. dipl. Landwirt, Unternehmer, Alchenstorf (bisher)	01.13.9 Guggisberg Lars , 1977, Geschäftsführer, Grossrat, Kirchlindach
01.02.3 Bühler Manfred , 1979, Rechtsanwalt, Cortébert (bisher)	01.14.7 Günthör Nadja , 1965, Assistant Manager, Personal Coach, Erlach
01.03.1 Geissbühler Andrea , 1976, Reitpädagogin, ehem. Polizistin, Bärswil (bisher)	01.15.5 Hofer Stefan , 1975, Pilot, Bern
01.04.0 Hess Erich , 1981, Unternehmer, Lastwagenführer, Bern (bisher)	01.16.3 Knutti Thomas , 1973, Bergbauer, Berufsfahrer, Weissenburg
01.05.8 Pieren Nadja , 1980, Führungsfachfrau eidg. FA, dipl. Kleinkinderz., Heimiswil (bisher)	01.17.1 Krähenbühl Samuel , 1977, Teamleiter Produktentwicklung, Grossrat, Unterlangenegg
01.06.6 Rösti Albert , 1967, Dr. Ing. Agr. ETH, Gemeindepräsident, Uetendorf (bisher)	01.18.0 Küng Eveline , 1966, Fürsprecherin, VR-Präsidentin, Belp
01.07.4 Salzmann Werner , 1962, Ing. Agr. FH, Chefexperte Landwirtschaft, Mülchi (bisher)	01.19.8 Lanz Raphael , 1968, Stadtpräsident, Dr. iur., Thun
01.08.2 von Siebenthal Erich , 1958, Bergbauer, Betriebsleiter Bergbahn Wasserrgrat, Gstaad (bisher)	01.20.1 Michel Andreas , 1957, CEO, Verwaltungsratspräsident, Meiringen
01.09.1 Amstutz Madeleine , 1979, dipl. Betriebswirtschaftlerin, Grossrätin, Sigriswil	01.21.0 Rüeggsegger Hans Jörg , 1970, Landwirt HF, Präsident Berner Bauern Verband, Riggisberg
01.10.4 Bärtschi Alfred , 1965, eidg. dipl. Landwirt, Lützellüh	01.22.8 Schlup Martin , 1960, Meisterlandwirt, Schüpfen
01.11.2 Bösiger Beat , 1970, Gemüseproduzent, Unternehmer, Niederbipp	01.23.6 Schneider Sandra , 1991, Kauffrau EFZ, Grossrätin, Biel/Bienne
01.12.1 Gerber Markus , 1972, Landwirt, Präsident Swissherdbook, Bellelay	01.24.4 Singer Michelle , 1994, Floristin EFZ, Drucktechnologin EFZ, Utzenstorf



Elections au Conseil des Etats du 20 octobre 2019

Kanton Bern
Ständeratswahlen
20. Oktober 2019

Canton de Berne
Election du Conseil des Etats
20 octobre 2019

Amtlicher Wahlzettel
Bulletin officiel

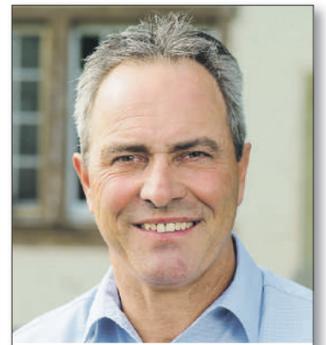
1. **Werner Salzmann**

2. _____



Hans Jörg Rüeggsegger 01.21.0
www.hjrueggsegger.ch

agriculteur avec diplôme ES / agrotechnicien 1970 | marié | 5 enfants | Riggisberg
prés. Union des paysans bernois; vice-prés. UDC Mittelland Sud; vice-prés. UDC section Riggisberg; prés. Grünes Zentrum BEA; prés. du CO MSF 2020 Riggisberg



Martin Schlup 01.22.8
www.martin-schlup.ch

maître-agriculteur diplômé / chauffeur de camion / député 1960 | 4 enfants | Schüpfen
prés. Producteurs de bois Lyssbachtal; prés. Association agriculture productrice; comité Coopérative montagnarde Frémont

Conseil national



Dr. ing. agr. EPFZ / MBA Berne-Rochester New York / prés. de commune / prés. UDC Suisse 1967 | marié | 2 enfants adultes | Uetendorf entre autres, prés. Association suisse pour l'aménagement des eaux (ASAE); conseil d'administration Caisse d'épargne et de prêt Frutigen



ingénieur agricole diplômé HE / agriculteur diplômé / expert en chef de l'administration fiscale agricole; prés. UDC du canton de Berne 1962 | marié | 4 enfants | Mülchi colonel; prés. Commission politique de sécurité; prés. Société de tir sportif Berne; prés. Association suisse pour l'équipement technique de l'agriculture



paysan de montagne / chef d'exploitation remontés mécaniques Wassengrät 1958 | marié | 3 enfants | Gstaad CPS; CdG; prés. Société suisse d'économie alpestre SAV; prés. Propriétaires forestiers du canton de BE



économiste d'entreprise dipl. / experte en conduite organisationnelle avec dipl. féd. / députée et prés. du groupe UDC / prés. de commune 1979 | Sigirwil comm. des finances; prés. du groupe parl. Tourisme; comité Féd. immobilière, VBG, WST, Transfair, TV; CA AVAG, Raiffeisen Steffisb.



agriculteur diplômé / député 1965 | marié | Lützelflüh-Goldbach prés. UDC Lützelflüh; prés. Corporation de digues Lützelflüh; vice-prés. Emme II; vice-prés. Ass. pour l'aménagement des eaux Emmental et régions voisines; prés. Société des éleveurs de bétail Lützelflüh



paysan de montagne / chauffeur professionnel / député / président de commune 1973 | 1 enfant | Weissenburg prés. Commission de politique de sécurité UDC; prés. Association des circonscriptions électorales UDC Oberland; comité CI Stabulation entravée



lic. phil. hist. / resp. du développement de produits Swisgenetics / député 1977 | Unterlangenegg prés. CA Patinoire Oberlangenegg; prés. CI Windpark Honegg, Eriz; comité BernBILINGUE; membre OGG Berne, comité du parti UDC CH



avocate / chef d'entreprise 1966 | mariée | 2 enfants | Belp prés. Association Suisse des sociétés fiduciaires de recouvrement VSI; chambre de l'Union suisse des arts et métiers (usam); prés. CA Inkasso Küng SA



président de ville, député / docteur en droit, avocat 1968 | marié | 3 filles | Thoune cofondateur et prés. Brasserie Thoune SA; prés. Parking couvert Thoune SA; CA Energie Thoune SA; membre du jury Thuner Sozialstern



CEO / président du conseil d'administration / président de commune / député 1957 | marié | 2 enfants | Meiringen prés. Commission nationale du sport et administrateur Auto Sport Suisse; membre de la Commission de la santé et des affaires sociales BE



employée de commerce CFC / députée et conseillère municipale 1991 | mariée | Biel/Bienne prés. Jeunes ASIN; vice-prés. JUDC BE; comité ACS Berne; membre: BDS, PIKOM, Pro Libertate, Confrérie du carnaval Bienne, Zoo Bienne, Association des employés de commerce



fleuriste CFC, techno-imprimeuse CFC / secrétaire JUDC Suisse 1994 | célibataire | Utzenstorf vice-prés. UDC Utzenstorf; prés. JUDC Emmental; secr. UDC Emmental; secr. JUDC Berne; secr. Société de gymnastique Utzenstorf

Le bon sens humain,
c'est dire **oui...**



- au même âge de la retraite pour les hommes et les femmes
- à l'expulsion systématique des criminels violents étrangers et des immigrants clandestins
- aux notes et à l'exigence de performances à l'école obligatoire
- aux dossiers de patients électroniques pour éviter des doubles traitements et des frais de santé inutiles
- à l'utilisation non-bureaucratique d'immeubles désaffectés également à la campagne
- aux arbres au lieu de déserts de béton dans les villes

Le bon sens humain,
c'est dire **non...**



- à l'adhésion à l'UE
- aux expériences type «Reithalle Berne» aux frais des contribuables
- à des prescriptions sur les heures de lessive dans les ménages privés
- à l'interdiction de la viande dans les cantines
- aux contrôles excessivement tatillonnés dans les écuries
- au centime pour la propreté imposé aux entreprises artisanales
- à l'interdiction du moteur diesel
- à l'interdiction de fumer à l'air libre tout en légalisant le cannabis

Liste **1**

SVP UDC
www.svp-bern.ch



Des têtes jeunes au Conseil



Tina Schluep Cand. no. 02.01.1
Moutier, 1992
Apprentie employée de commerce
Présidente JUDC Jura bernois



Andreas Gerber Cand. no. 02.02.0
Eggswil, 1994
Technologue du lait CFC; Chauffeur de poids lourd
Etudiant en économie d'entreprise
Premier Lieutenant de l'armée suisse; Vice-président JUDC Suisse; Comité UDC Suisse; Caissier UDC Emmental



Nils Fiechter Cand. no. 02.03.8
Frutigen, 1996
Administrateur communal; Employé de commerce CFC
Co-président JUDC du canton de Berne; Comité UDC du canton de Berne; Membre du comité d'Egerkingen; Co-président du comité référendaire «Non à la place de transit Wileroltigen pour des millions»



Adrian Spahr Cand. no. 02.04.6
Lengnau, 1994
Agent de police avec brevet fédéral
Co-président JUDC du canton de Berne; Sergent grenadier de char; Comité UDC Lengnau; Co-président du comité référendaire «Non à la place de transit Wileroltigen pour des millions»



Lars Dubach Cand. no. 02.05.4
Heimberg, 1989
Economiste d'entreprise diplômé ES
Responsable d'un centre touristique



Patrick Grütter Cand. no. 02.11.9
Seeberg, 1991
Opérateur de sciage d'édifice



Oliver Häusler Cand. no. 02.12.7
Leuzigen, 1992
Employé de commerce CFC



Christoph Henz Cand. no. 02.13.5
Seedorf, 1998
Employé de banque CFC
Officier de l'armée suisse; Membre de la direction JUDC Suisse



Désirée Keller Cand. no. 02.14.3
Thörishaus, 1998
Céramiste CFC



Nico Mundwiler Cand. no. 02.15.1
Signau, 1998
Menuisier CFC



Anissa Weyermann Cand. no. 02.21.6
Utzenstorf, 1998
Employée de commerce en immobilier CFC



Fabian Widmer Cand. no. 02.22.4
Kaufdorf, 1989
Constructeur d'installations de ventilation
Technicien de service ES

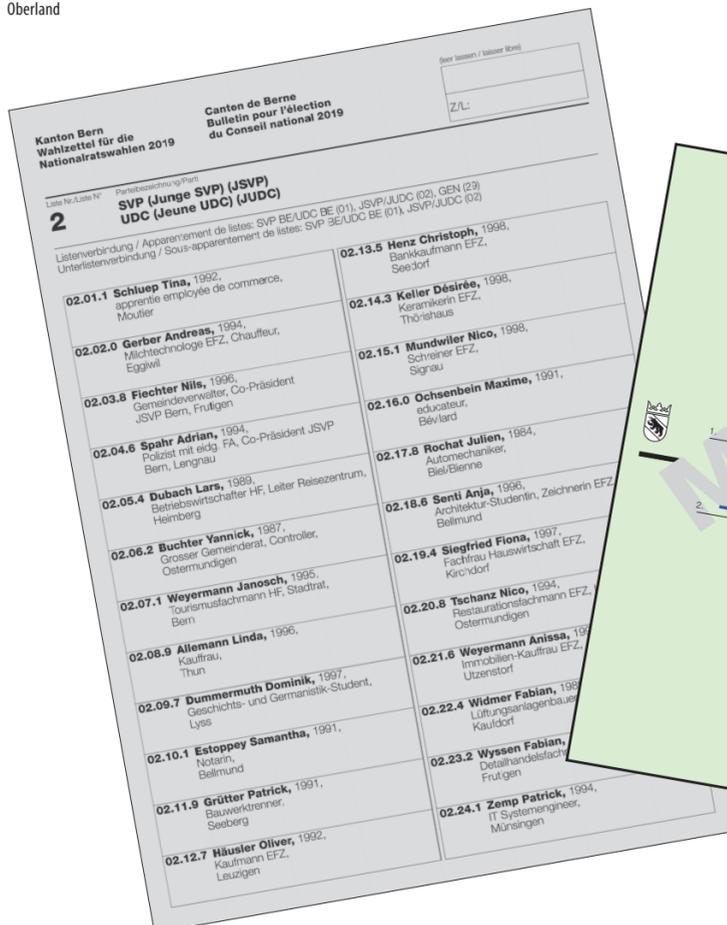
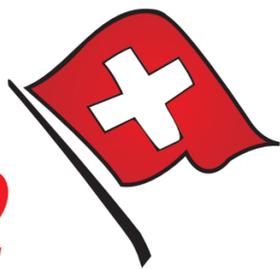


Fabian Wyssen Cand. no. 02.23.2
Frutigen, 1998
Gestionnaire de commerce de détail CFC
Président circonscription électorale -JUDC Berner Oberland



Patrick Zemp Cand. no. 02.24.1
Münsingen, 1994
Informaticien
Secrétaire général JUDC Berne

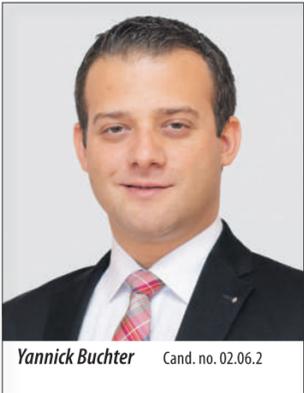
Liste 2



national

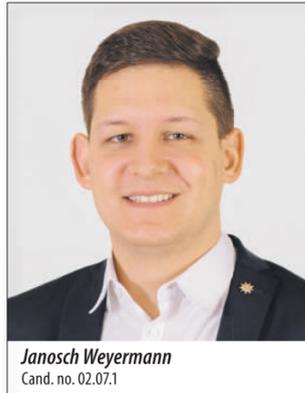


Junge SVP Kanton Bern
www.jsvpbern.ch



Yannick Buchter Cand. no. 02.06.2

Ostermundigen, 1987
Contrôleur
Membre du Grand Conseil communal - Ostermundigen; Juge régional tribunal pénal Berne-Mittelland; Commission sociale Ostermundigen; Comité UDC Ostermundigen



Janosch Weyermann
Cand. no. 02.07.1

Berne, 1995
Gestionnaire en tourisme ES
Conseiller municipal Berne; Président JUDC ville de Berne; Secrétaire JUDC ville de Berne; Officier samaritain bernois, PRO LIBERTATE et PIKOM; Membre du KMU, HIV, HEV et BDS



Linda Allemann Cand. no. 02.08.9

Thoune, 1996
Employée de commerce CFC



Dominik Dummermuth
Cand. no. 02.09.7

Lyss, 1997
Etudiant en histoire et germanistique
Officier de l'armée suisse; Membre de la commission de la formation de la commune de Lyss; Comité UDC Lyss-Busswil; Membre de la direction des JUDC du Berne



Samantha Estoppey
Cand. no. 02.10.1

Bellmund, 1991
Notaire du canton de Berne



Maxime Ochsenbein
Cand. no. 02.16.0

Bévilard, 1991
Educateur
Ancien président des jeunes UDC; Membre du Conseil du Jura bernois; Membre du comité de l'UDC Jura bernois; Membre du Conseil général de Valbrise



Julien Rochat Cand. no. 02.17.8

Biel, 1984
Mécanicien automobile CFC
Chef de groupe; Conseiller de ville de Bienne



Anja Senti Cand. no. 02.18.6

Bellmund, 1996
Etudiante en architecture; Dessinatrice CFC
Membre de la commission scolaire



Fiona Siegfried Cand. no. 02.19.4

Kirchdorf, 1997
Gestionnaire en intendance CFC



Nico Tschanz Cand. no. 02.20.8

Ostermundigen, 1994
Spécialiste en restauration CFC
Conducteur de locomotive en formation

Grâce au référendum des Jeunes UDC

Le peuple décidera des millions que coûte la place de transit pour des gens du voyage étrangers

Les Jeunes UDC du canton de Berne ont déposé 12'176 signatures contre un aménagement coûtant plusieurs millions de francs d'une place de transit pour les gens du voyage étrangers. Le référendum contre ce projet excessivement cher a largement abouti.

10'000 signatures auraient suffi. Le succès de la récolte met en évidence le grand mécontentement de la population bernoise. Grâce au référendum des Jeunes UDC, les citoyennes et citoyens bernois décideront s'il faut construire ou non une place de transit pour des gens du voyage étrangers à Wileroltigen.

Le Grand Conseil du canton de Berne a approuvé en mars 2019 un crédit de 3,3 millions de francs pour la construction d'une place de transit destinée aux gens du voyage étrangers. Il a ignoré la volonté de la population locale qui, à la suite d'expériences négatives répétées avec des gens du voyage étrangers, s'est toujours battue contre l'aménagement d'une telle place. En été 2017, cette commune de 350 âmes a subi l'installation illégale sur un pré de plus de 200 caravanes et de 500 gens du voyage étrangers. Des semaines durant la population de Wiler-

oltigen était exposée aux saletés massives provoquées par ces personnes dans leur environnement. On comprend dès lors leur crainte de voir se renouveler chaque année un scénario aussi désagréable. Les Jeunes UDC ont lancé un référendum contre ce crédit qui viole l'autonomie communale puisque Wileroltigen s'est clairement opposé à ce projet. Qui plus est, ce crédit est excessif: 3,3 millions de francs pour aménager juste 36 emplacements pour 180 personnes, ce qui fait 90'000 francs par emplacement aux frais des contribuables!

Les deux coprésidents des Jeunes UDC, Nils Fiechter et Adrian Spahr, constatent avec satisfaction l'aboutissement du référendum: «Il appartient maintenant à la population bernoise de décider si elle veut se solidariser avec Wileroltigen et montrer la carte rouge au gouvernement bernois et à sa politique autoritaire.»





Berne, Bienne et Thoune ne sont pas Londres !

La politique urbaine est aujourd'hui trop souvent marquée par des regards envieux vers Londres, Berlin ou Paris. On se sert des exemples de ces métropoles à plusieurs millions d'habitants pour bannir les voitures des villes, organiser des grands spectacles dans les centres urbains et y construire des infrastructures culturelles. Il est grand temps de mettre fin à ces mégalomanies et de retrouver le bon sens humain.

Nos villes historiques étaient autrefois des places de marché où se rencontraient la ville et la campagne. Cela a bien changé: le bannissement du trafic motorisé individuel a aussi chassé le commerce et les arts et métiers des villes. C'est dire qu'une partie de la population est exclue de la vie urbaine. Des nouveaux quartiers sont construits en fonction de certains modes de vie et trop souvent la politique urbaine s'inspire des métropoles étrangères. C'est oublier que certaines de ces capitales ont plus d'habitants que toute la Suisse. Au lieu de chercher coûte que coûte à imiter des villes étrangères, on servirait plus utilement la population en entretenant les qualités suisses: soigner le caractère unique et les jolis coins de chaque ville, admettre le libre choix du moyen de transport et garantir la sécurité des personnes flânant le soir dans les rues afin qu'elles ne ris-



quent pas de se faire attaquer et dévaliser.

Le bruit de la route remplacé par le vacarme des fêtes et manifestations

Des toboggans aquatiques improvisés, tournois sportifs, courses populaires et autres manifestations culturelles subventionnées marquent aujourd'hui la vie diurne et nocturne des villes. Les habitants de la ville de Berne ont de surcroît le triste privilège d'assister régulièrement à des manifestations dégageant en batailles de rue entre la police et des casseurs parce que les autorités municipales s'offrent le luxe d'une espace sans loi, la fameuse «Reithalle» à partir de laquelle des attaques sont lancées contre les forces de l'ordre.

Les automobiles sont bannies des villes, les églises n'ont plus le droit de faire sonner les cloches, mais le vacarme et des manifestations et fêtes peut se répandre en toute légalité. Mais où donc est resté le bon sens humain?

«Il serait grand temps de mettre de l'ordre à la «Reithalle» de Berne et de stopper l'expérience d'animation sur la place. L'UDC – un plus pour la sécurité en ville de Berne!»

Stefan Hofer, député, Bern



«Le parking du Schlossberg est une authentique plus-value pour tous en offrant des places de parc à prix modique. Thoune reste ainsi une ville attractive pour faire des achats et flâner.»

Raphael Lanz, député, président de ville, Thoune

N'a-t-on plus le moindre respect pour les gens demandant un peu de calme? La suppression pure et simple de places de parc dans les centres urbains est une autre source d'irritation. Il est pourtant possible de faire autrement et la ville de Thoune en a donné la preuve: ouvert en 2018, le parking du Schlossberg offre des places de parc en situation centrale, un authentique plus pour la population et les arts et métiers!

Poumons verts au lieu de places meublées en béton

La sculpture Robert Walser érigée devant la gare de Bienne est peut-être une affaire de goût, mais elle est certainement une nuisance pour les malvoyants. Elle cache en effet les marquages qui viennent d'être posés à cet endroit pour les personnes handicapées des yeux. En se déplaçant de la gare en direction du centre de la ville,

on se retrouve après quelques mètres devant une paroi en bois alors qu'aucun contournement et aucun itinéraire de déviation ne sont indiqués. Cette installation artistique ne laisse plus que des passages étroits sur la place de la gare, si bien que tous les pendulaires sont gênés. L'accès aux ta-



xis et au bus de l'autre côté de la place est devenu pénible et même dangereux. La culture passe donc avant la sécurité?

Si on veut fermer des places aux voitures, au moins devrait-on avoir l'intelligence de les transformer en poumons verts et non pas en déserts bétonnés. L'UDC veut que toutes les places, qui ne sont pas accessibles au trafic motorisé, soient arborisées. Il s'agirait là non seulement d'une véritable contribution à la protection du climat, mais aussi d'une plus-value pour les habitants qui pourraient flâner à l'ombre des feuillages.

«Les attaques des gauchistes contre les automobilistes n'accroissent certainement pas l'attractivité du centre de la ville. Aujourd'hui déjà de nombreuses personnes font leurs achats en dehors de la ville de Bienne, si bien que les magasins sont vides. Pour corriger ce mauvais cap, il faut voter UDC!»

Sandra Schneider, députée et conseillère municipale, Bienne

40 vols et 8 cambriolages par jour

La police fait du bon travail dans le canton de Berne. Le nombre de délits a baissé et le taux d'élucidation est élevé. Néanmoins, les forces de l'ordre enregistrent chaque jour 40 vols, 8 cambriolages et 29 dommages à la propriété. La sécurité ne va pas de soi. Elle exige des moyens personnels et financiers importants.



«La violence contre les femmes porte un nom: refus de l'intégration! L'UDC se bat pour que les délinquants étrangers soient expulsés.»

Michelle Singer, Utzenstorf

d'affrontements doivent être punis beaucoup plus sévèrement.

Stopper les expériences d'«animation»

Au lieu d'intervenir enfin avec force à la «Reithalle», la ville de Berne a annoncé son intention de régler ce problème moyennant une «stratégie d'animation». Des constructions provisoires ont été installées sur le parking de la Schützenmatte pour développer une ambiance de fête censée décourager les trafiquants et voleurs. Le résultat a été juste inverse: le trafic de drogues est reparti de plus belle et le nombre de vols et d'agressions a même augmenté. L'UDC exige que cette expérience soit immédiatement stoppée. La ville s'y refuse obstinément. Pire, elle prépare le lancement d'un dit projet social interculturel: des travailleurs sociaux accompagnés de personnes âgées originaires des pays d'où proviennent les malfaiteurs sont chargés de prendre contact avec les gens sur place

pour leur rappeler les règles à observer. Au moins a-t-on prévu de maintenir les contrôles policiers réguliers...

«Les citoyennes et citoyens qui n'admettent pas que les casseurs de la «Reithalle» puissent impunément attaquer la police avec des barres de fer, des pierres, des lasers, etc., doivent voter UDC.»

Andrea Geissbühler, conseillère nationale, Bâriswil



«Celles et ceux, qui ne veulent pas payer toujours plus pour se déplacer en voiture, doivent voter UDC. Nous n'acceptons pas qu'on nous dicte le moyen de transport à utiliser.»

Nadja Pieren, conseillère nationale, Heimiswil

12 centimes de plus par litre d'essence?

La commission du Conseil des Etats propose de renchérir l'essence et l'huile de chauffage et d'imposer une taxe sur les billets d'avion. Le canton de Berne n'est pas en reste et veut augmenter une fois de plus l'impôt sur les véhicules à moteur. Les villes créent des obstacles à la circulation et montent les usagers de la route les uns contre les autres. Une vaste machinerie de redistribution d'argent et une campagne de rééducation idéologique sont mises en place sous le couvert de la protection du climat.

De manière de plus en plus insistante on veut nous prescrire les moyens de transport que nous devons utiliser. On ne recule ni devant des actions de propagande financées par les contribuables (exemple: «Berne, capitale du vélo»), ni devant des mesures d'obstruction comme des sens uniques, des bollards et des limitations à 30 km/h sur des axes à grand trafic. La protection du climat sert de prétexte à proposer une taxe d'incitation sur l'essence et le diesel alors que cette mesure pénalise principalement la population rurale qui a besoin de l'automobile puisque les transports publics ne desservent pas toutes les régions.

et l'approvisionnement des régions. Il est donc important de réaliser rapidement des projets de transport supprimant des ralentissements (accès Emmental, route économique Haute-Argovie, passage du Brünig, A5 contournement ouest de Bienne, gare de Berne, tunnel de base sous le Loetschberg, etc.). Les projets de transports et suppressions des goulets d'étranglement doivent être priorités en fonction des critères de croissance. Le système global de transport doit être adapté aux besoins de l'économie et notamment du tourisme, sans oublier d'assurer le rattachement du canton de Berne au trafic aérien international.

Ne pas isoler l'espace rural

Des infrastructures de transport performantes sont un facteur essentiel pour le développement de l'économie



La santé est un bien précieux

L'époque où chaque vallée avait son hôpital est certes révolue, mais la desserte médicale des régions rurales du canton de Berne est tout aussi importante que la médecine de pointe. Si des solutions créatives et le progrès technologies contribuent à régler ce problème, la volonté politique reste néanmoins un élément indispensable.

L'UDC s'engage pour une desserte médicale aussi efficace que possible dans tout le canton. Aucune région ne doit être mise à l'écart, mais le financement du système doit être transparent. L'argent des contribuables et des payeurs de primes ne doit pas être gaspillé. L'heure est aux solutions créatives. Un exemple: lorsque le département d'obstétrique de l'hôpital de Zweisimmen a été fermé, la députée UDC au Grand Conseil Anne Speiser et ses compagnes de lutte se sont engagées pour le maintien de soins obstétriques de base dans la région. Le résultat de ces efforts est la Maternité Alpine avec sa maison de naissance à Zweisimmen. Une desserte médicale efficace se compose d'un réseau d'offres harmonisées de prestataires publics et privés qui s'étend des médecins de famille aux hôpitaux et cliniques et finalement jusqu'à l'Hôpital de l'Île à Berne. Il s'avère aujourd'hui que les cabinets de groupe constituent une solution d'avenir, car ils permettent un travail à temps partiel tout en garantissant une présence constante en cas d'urgence. Le principe, selon lequel l'ambulatorio doit passer avant le stationnaire, doit être plus rigoureusement appliqué. Centre de médecine de pointe, l'Hôpital de l'Île joue un rôle particulier. L'infrastructure optimale qu'offre actuellement cet établissement modernisé exige cependant aussi un contrôle de la qualité et la transparence des coûts.

Stopper la hausse des primes d'assurance-maladie

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'assurance-maladie (LAMal), l'évolution des primes ne connaît qu'une direction: vers le haut. Les explications sont, d'une part, l'explosion des coûts de la santé due au progrès médical et à l'augmentation de la population, d'autre part, le développement d'une mentalité de consommati-



«La desserte médicale a besoin de solutions créatives et modernes afin que l'espace rural ne soit pas délaissé.»

Andreas Michel, député, Meiringen



on et l'extension du catalogue des prestations de base vers une assurance casco complète. La solution ne se trouve ni dans la réduction des primes, ni dans la caisse-maladie unique, mais doit passer par un renforcement de la responsabilité individuelle et de la transparence des coûts. Cet effort comprend également des mesures contre le gaspillage de médicaments et contre la mauvaise habitude de se rendre par commodité aux services d'urgence des hôpitaux au lieu de prendre rendez-vous avec un médecin.

Les soins médicaux complets offerts aux requérants d'asile et aux personnes admises provisoirement, donc qui doivent de toute manière quitter la Suisse, constituent un autre facteur d'augmentation des coûts. Depuis juin 2019, l'assurance-maladie CSS admet au niveau national tous les requérants d'asile et autres personnes devant quitter la Suisse qui séjournent dans les centres d'asile fédéraux. L'UDC doute sérieusement des avantages financiers que l'on attribue à cette solution. La réalité est que les primes ne suffisent pas à couvrir les coûts provoqués par les requérants d'asile. Il est donc urgent de réduire le catalogue des prestations dans ce domaine. En outre, il faut, comme cela a été promis depuis longtemps, accélérer les procédures et de renvoyer enfin rapidement les personnes qui ne sont pas reconnues comme réfugiés.

Les coûts de l'aide sociale augmentent sans cesse

Le nombre d'assistés sociaux du domaine de l'aide augmente. S'il ne vaut pas la peine de travailler parce que l'aide sociale est financièrement plus rentable que l'exercice d'une profession, alors il est grand temps de corriger le système.



«Les communes subissent des charges financières de plus en plus lourdes. Il faut changer d'optique dans l'aide sociale. L'intégration doit être une obligation.»

Martin Schlup, député, Schüpfen



Les personnes qui ont besoin d'aide doivent être soutenues. Ce principe est incontesté. Mais si un nombre croissant de personnes ne peuvent plus être intégrées dans le marché du travail et s'installent durablement dans l'aide sociale, le filet social suisse est affaibli. Malheureusement, les citoyennes et citoyens bernois ont voté en mai dernier à une faible majorité contre la nouvelle loi sur l'aide sociale. Ce projet du Grand Conseil aurait apporté plus d'équité à l'aide sociale tout en renforçant les incitations positives. Reste que le système actuel provoque toujours un grand malaise: 47,4% des votants et la majorité évidente des communes ont approuvé le projet. L'UDC reste donc vigilante.

langue locale. Dans le système actuel, on se contente d'encourager, mais on n'exige pas suffisamment. D'autre part, il faut vérifier soigneusement si le séjour en Suisse des personnes admises provisoirement est encore justifié ou si ces personnes peuvent être renvoyées dans leur pays.

Garantir la prévoyance vieillesse

La prévoyance vieillesse est une bombe à retardement qui doit être rapidement désamorcée. Il faut en particulier assainir durablement l'AVS. Cela fait longtemps que l'égalité de l'âge de la retraite des femmes et des hommes devrait aller de soi. En outre, la Confédération doit prélever au moins un milliard de francs sur les quelque 5 milliards qu'elle dépense chaque année pour l'aide au développement et l'asile et verser ce montant à l'AVS. Il est en outre déraisonnable de fixer un âge limite de manière à imposer une lourde bureaucratie aux personnes qui souhaitent travailler plus longtemps et continuer d'alimenter leur prévoyance vieillesse. Le système doit absolument être assoupli et adapté à la vie moderne.

Intégration ou départ

Il est urgent d'agir face au nombre important de personnes entrées en Suisse par la voie de l'asile et qui passeront ces prochaines années de l'aide sociale fédérale à la charge des communes. Des charges supplémentaires énormes attendent les cantons et les communes en matière d'aide sociale. Ce problème ne peut être réglé que par une double stratégie: d'une part, il faut exiger systématiquement l'apprentissage de la

Les enfants suisses sont depuis longtemps en minorité à l'école

Lorsque dans une classe d'école suisse seuls 2 enfants sur 20 sont capables de dire «bonjour», nous avons un gros problème. Il faut que cesse enfin l'immigration de faux réfugiés!

Les Bernoises et les Bernois perçoivent de plus en plus clairement les conséquences de l'immigration incontrôlée et de la politique d'asile laxiste: remplacés par une jeune main-d'œuvre importée, des travailleurs âgés ne trouvent plus d'emploi; les routes et trains sont bondés; les paysages sont bétonnés; les problèmes posés par des immigrants provenant de cultures différentes s'alourdissent. A ces désagréments il faut ajouter le coût énorme de l'asile qui absorbe désormais une partie importante des dépenses publiques. Or, détail que l'on oublie ou que l'on dissimule sciemment, ce n'est là qu'un début. La Confédération assume les coûts de l'aide sociale pour les réfugiés

reconnus durant les cinq premières années, pendant sept ans pour les personnes admises provisoirement. Puis, cette charge est reportée sur les cantons et les communes. La vague de pseudo-réfugiés de 2015 fera exploser les coûts sociaux au niveau cantonal et communal à partir de 2020.

Obligation d'apprendre la langue locale

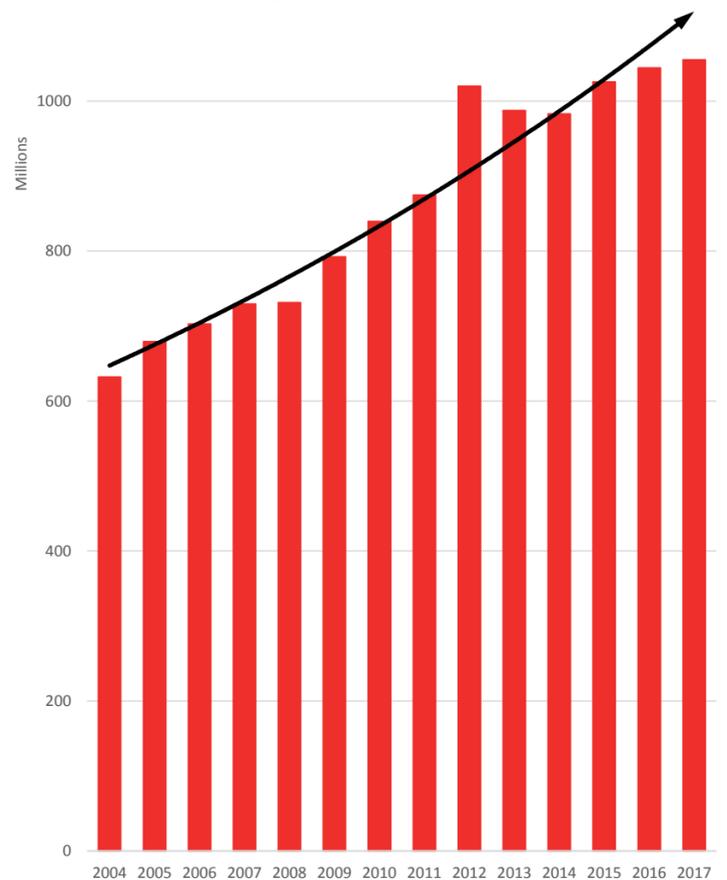
La situation est particulièrement dramatique dans les écoles. Selon un article paru dans la «SonntagsZeitung» du 18 août 2019, un élève sur trois de l'école obligatoire suisse est de langue étrangère, donc provient d'une famille

où l'on ne parle pas une des langues nationales suisses. Cette proportion était d'un sur quatre il y a 10 ans, d'un sur cinq en l'an 2000. On apprend même que dans certaines classes d'école seuls deux enfants sont capables de dire «bonjour» à la rentrée scolaire. Conséquence: les enseignants sont contraints de simplifier massivement la matière enseignée et doivent même travailler avec des pictogrammes pour que les enfants ne comprenant pas la langue puissent suivre. A l'inverse, les enfants suisses et bien intégrés sont insuffisamment sollicités et le niveau général de la formation ne cesse de baisser.

Les causes de ce phénomène navrant sont évidentes: l'immigration incontrôlée, notamment par le biais du regroupement familial. La Suisse est trop peu exigeante à l'égard des immigrants. La solution est pourtant simple. Nous n'avons besoin ni promotion précoce des enfants, ni de crèches gratuites, autant de mesures qui coûtent des milliards aux contribuables, mais ce qu'il nous faut, ce sont des règles claires et nettes concernant l'intégration: celles et ceux qui veulent rester en Suisse doivent maîtriser une langue nationale. Ce principe doit s'appliquer aussi bien aux enfants qu'à leurs parents.

«Nous ne sommes plus très loin du point de non-retour! Si nous n'intervenons pas maintenant en reprenant le contrôle de l'immigration et en exigeant une authentique intégration des immigrants, ce sera trop tard pour les générations suivantes.»

Erich Hess, conseiller national, Berne



Coûts de l'aide sociale dans le canton de Berne

Source: Informations statistiques du canton de Berne



Votez simplement en trois étapes

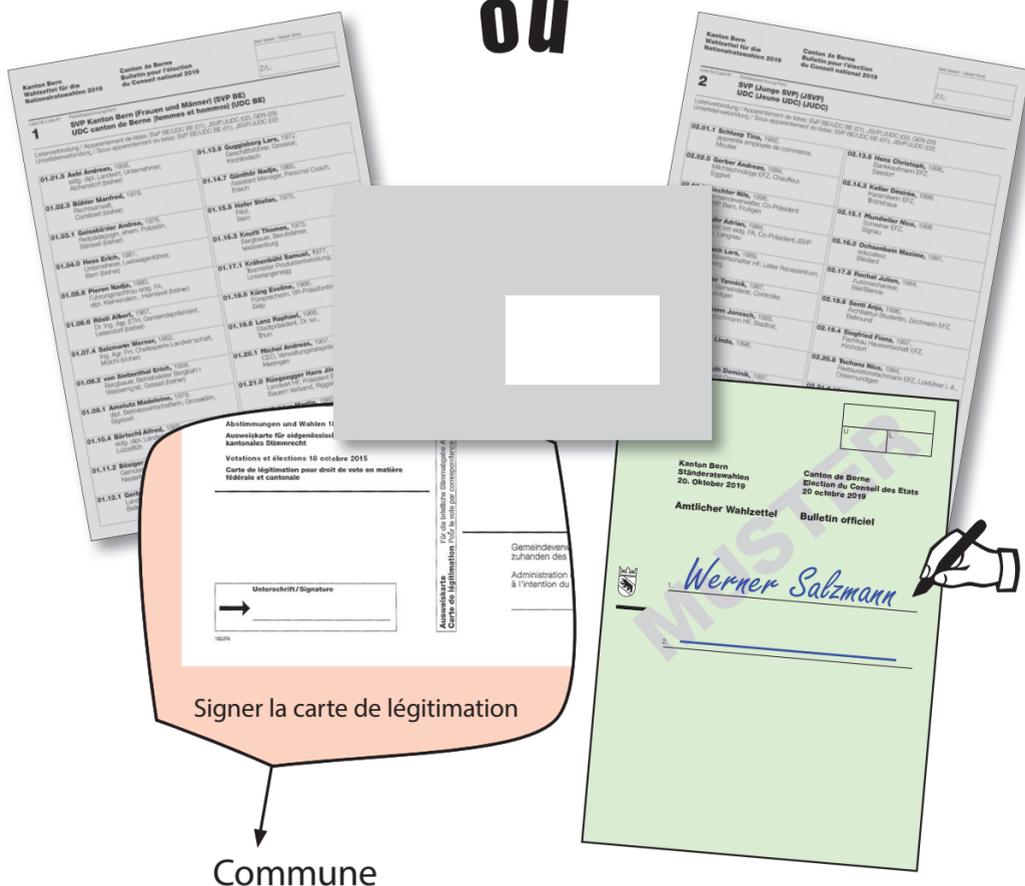


- 1^{re} étape prenez dans l'enveloppe électorale le bulletin de vote préimprimé Liste 1 ou 2 pour les élections au Conseil national.
- 2^e étape prenez dans l'enveloppe électorale le bulletin de vote vide pour les élections au Conseil des Etats et écrivez y le nom de Werner Salzman.
- 3^e étape signez la carte de légitimation et apportez-le avec les deux bulletins à l'urne ou placez le tout dans l'enveloppe électorale pour le vote par correspondance.

Attention !

- La meilleure manière de soutenir l'UDC est de voter avec la liste électorale 1 **ou** 2 sans changement. Veiller absolument à **ne déposer qu'une seule liste** pour le Conseil national, faute de quoi le vote n'est pas valable.
- Si vous utilisez le bulletin de vote vide pour les élections au Conseil national, n'oubliez pas d'inscrire «UDC» et le numéro de la liste («1 ou 2»).

ou



Signer la carte de légitimation

Commune

Avez-vous des questions concernant les élections?



Hotline gratuite: 0800 0 1291 0

Informations gratuites et complètes!

A partir du 13 septembre et jusqu'au 20 octobre vous pouvez vous informer gratuitement sur les élections 2019 pour le Conseil national et le Conseil des Etats. Comment voter correctement pour que ma voix serve au mieux les intérêts de la Suisse?

Nous sommes à votre disposition tous les jours de 09h00 à 18h00 et également le week-end.

Vos questions par courriel: elections@udc.ch

Rester libre - votez UDC!



D SVP mit u bi de Lüt



Samstag, 5. Oktober 2019

Aarberg, AARfit-Sporthalle 10.00 – 13.30 Uhr

Feiern Sie mit am grossen Mobilisierungsfest!
Ne ratez pas la grande fête!

Artiste Nina Burri zeigt ihre Verrenkungskünste!



www.svp-bern.ch

Mit Musik und Festwirtschaft